

## **A. Annexe 1 : Avis de participation parus dans les journaux**



Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : [centraledesmarches.com](http://centraledesmarches.com)

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr) - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Tarif de référence stipulé dans Art.7 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiés dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Avis de marchés publics

Procédure adaptée  
Marchés inférieurs à 90 000 € HT

### Commune de Trédaniel

Rénovation thermique de l'école

### PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE AVEC POSSIBILITÉ DE NÉGOCIATION

Marché de maîtrise d'oeuvre

- 1 - Identification de l'organisme qui passe le marché :**  
**Maître d'ouvrage :** mairie de Trédaniel.  
Adresse : 2, rue des Tilleuls, 22510 Trédaniel.  
Représenté par M. le Maire de Trédaniel.
- 2 - Procédure de passation :** procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation (article R.2123-1 du Code de la commande publique).
- 3 - Objet de la consultation :** mission de maîtrise d'oeuvre pour la rénovation thermique de l'école publique.
- Budget travaux :** 550 000 euros HT.  
La consultation est ouverte à des équipes de maîtrise d'oeuvre composées obligatoirement d'un architecte mandataire de l'équipe, inscrit à l'Ordre des architectes, autorisé à exercer en France et d'un ou plusieurs bureaux d'études techniques co-traitants ayant des compétences en structure, fluides-thermique, économie de la construction et OPC. La mission de maîtrise d'oeuvre porte sur des ouvrages de type réhabilitation.
- 4 - Composition des candidatures/et offres :** se référer au règlement de consultation.
- 5 - Critères de sélection des candidatures :**
  - garanties et capacités techniques et financières selon règlement de consultation,
  - attestation d'inscription à l'ordre des architectes à jour.
- 6 - Critères de jugement des offres :** l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :
  - prix : 40 %,
  - premières réflexions sur le programme, perception de l'enveloppe financière, méthodologie de travail, calendrier prévisionnel, perception de l'enveloppe financière : 60 %.
- 7 - Durée prévisionnelle d'exécution des études :** à titre indicatif, les prestations commenceront en novembre 2025 et s'achèveront à l'issue de la période de parfait achèvement en septembre 2028.
- 8 - Date limite de remise des candidatures et offres :** lundi 27 octobre à 12 h 00.
- 9 - Retrait du dossier de consultation :** le dossier de consultation est disponible gratuitement sous forme dématérialisée sur le site : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)
- 10 - Renseignements d'ordre administratifs et/ou techniques :** pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir leur demande au plus tard le 15 septembre 2025 via la plateforme : [marches.megalis.bretagne.bzh](http://marches.megalis.bretagne.bzh) - Une réponse sera alors adressée via la plateforme : [marches.megalis.bretagne.bzh](http://marches.megalis.bretagne.bzh) à toutes les entreprises ayant reçu le dossier de consultation.
- 11 - Instance chargée des procédures de recours :** tribunal administratif de Rennes, 3, contour de la Motte, 35000 Rennes, France, tél. 02 23 21 28 28, fax 02.99.63.56.84, email : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)  
URL : <http://www.ta-rennes.juradm.fr>
- 12 - Date d'envoi à la publication :** 25 septembre 2025.

## Marchés publics

Procédure adaptée

### Commune de Plénée-Jugon

Complexe sportif, T3, bâtiment vestiaires tribunes

### AVIS RECTIFICATIF

- Section 1 : Identification de l'acheteur**  
**Nom complet de l'acheteur :** commune de Plénée-Jugon.  
**Numéro national d'identification :**  
**Siret :** 212 201 859 00015.  
**Ville :** Plénée-Jugon. Code postal : 22640.  
**Groupeement de commande :** non.  
**Section : Identification du marché**  
**Intitulé du marché :** complexe sportif, T3, bâtiment vestiaires tribunes.  
**Code CPV principal :** 44115000-9.  
**Type de marché :** travaux.  
**Description succincte du marché :** la consultation concerne la construction d'un bâtiment vestiaires et tribunes, située rue Jules Ferry à Plénée-Jugon, pour le compte de la commune de Plénée-Jugon.  
**Mots clef utilisés pour l'indexation des annonces et pour la recherche :** gros oeuvre, étanchéité, menuiserie, cloison, faux plafond, revêtements de sols.  
**Section : Informations rectificatives**  
**Information rectificative :** la date limite de remise des offres du vendredi 3 octobre 2025 à 12 h 00 est reportée au vendredi 17 octobre 2025 à 12 h 00. La prolongation de délai s'applique à tous les lots du DCE.

Entreprise

## Le paiement n'est dû que par celui qui a commandé

Seul celui qui a passé commande doit payer. Un contrat lie uniquement les parties signataires. Un tiers ne peut être contraint de payer, même s'il est associé au projet.

Dans cette affaire, une entreprise a demandé au tribunal de condamner deux associées, mais les juges ont statué que seule la signataire de la commande est obligée de payer. La facture ne peut pas être présentée à d'autres, quels que soient leurs liens.

La Cour de cassation a confirmé que sans devis accepté, un artisan ne peut pas présenter sa facture.

(Cass. Com 4.9.2024 N 22-24.640).

 <p>Société « Ouest-France » S.A. à Directeur et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 €.</p> <p><b>Siège social :</b> 10 rue du Breil - 35000 Rennes Tél. 02 99 32 60 00 <a href="http://www.ouest-france.fr">www.ouest-france.fr</a></p> <p><b>Adresse postale :</b> 10 rue du Breil 35051 Rennes cedex 9</p> <p><b>Rédaction de Paris :</b> 91 rue du Faubourg-Saint-Honoré 75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00</p> <p><b>Fondateur :</b> M. Paul Hutin Desgrées. <b>Cofondateur :</b> M. François Desgrées du Loû. <b>Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste :</b> M. François Régis Hutin.</p> <p><b>Directeur de la publication :</b> M. François-Xavier Lefranc.</p> <p><b>Rédacteurs en chef :</b> M. Philippe Boissonnat, Mme Laetitia Greffié, M. Sébastien Grosmaître.</p>	<p><b>Membres du Directoire :</b> MM. François-Xavier Lefranc, Président, Fabrice Bazard, Directeur Général, Mme Maud Lévrier, M. Olivier Porte.</p> <p><b>Membres du Conseil de Surveillance :</b> MM. David Guiraud, Président, Mmes Christine Blanc-Patin, Vice-Présidente Valérie Cottereau, Elsa Da Costa, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, MM. Pierre Charpentier, Denis Boissard, Thierry Maillard. SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou, Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.</p> <p><b>Principale associée :</b> SIPA (Société d'investissements et de participations). SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de MM. David Guiraud, Président; Bertrand Badré, Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin, Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou, Gabriel Petitpont, Mmes Christine Blanc Patin, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, Dominique Quinio, Marie-Trinité Touffet.</p> <p><b>Abonnement</b> Retrouvez nos offres sur <a href="http://abo.ouest-france.fr">abo.ouest-france.fr</a> Tarif 1 an : 462 €</p>	<p><b>Une question sur votre abonnement ?</b> Nos conseillers sont à votre écoute du lundi au vendredi de 8h à 18h au 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé). Vous pouvez aussi gérer votre abonnement sur <a href="http://moncompte.ouest-france.fr">moncompte.ouest-france.fr</a></p> <p><b>Publicité extralocale :</b> 366 SAS Tél. 01 80 48 93 66. <a href="http://www.366.fr">www.366.fr</a></p> <p><b>Publicité locale :</b> Additi média Tél. 02 19 29 04 27. <a href="http://additi-media.fr">additi-media.fr</a></p> <p>Commission paritaire n° 0630 C 86666 N° ISSN : 0999-2138.</p> <p><b>Impression :</b> Ouest-France, 10 rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9. Parc d'activité de Tournebride, 44118 La Chevrolière.</p> <p>Imprimé sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni. Taux moyen de fibres recyclées : 90,42 %. Eutrophisation : 0,010 kg/tonne.</p> <p> Tirage du mardi 30 septembre 2025 : 434 287</p> <p>Certifié PEFC - PEFC/10-31-3502</p>
---	--	--



Terrassement pour l'extension de 35 places, restructuration de 13 places et des locaux communs du foyer la Fraternité et travaux de terrassement et réseaux pour la construction d'un Habitat Handi Citoyen (HHC) à Plérin

### PROCÉDURE ADAPTÉE

Travaux

- Maître d'ouvrage :** SA d'HLM BSB-Les Foyers.  
**Objet :** travaux de terrassement pour l'extension de 35 places, restructuration de 13 places et des locaux communs du foyer la Fraternité et travaux de terrassement et réseaux pour la construction d'un Habitat Handi Citoyen (HHC) à Plérin (22).  
**Marché de travaux pour le lot :**  
Lot 01A : terrassement, unité 1, groupement de commande HHC / BSB.  
Les quantitatifs sont inclus au dossier.  
**Durée prévisionnelle des travaux :** 4 mois.  
**Retrait du dossier et renseignements sur :**  
[https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_detail.do?PCSLID=CSL\\_2025\\_r22hz97lcg&v=1&selected=0](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2025_r22hz97lcg&v=1&selected=0)  
**Date limite de réception des offres :** 16 octobre 2025 à 17 h 00.

### Commune de Langoat

Rénovation thermique de l'école

### PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

- Section 1 : Identification de l'acheteur**  
**Nom de l'acheteur :** commune de Langoat.  
**Siret :** 212 201 016 00012.  
**Ville :** Langoat. Code postal : 22450.  
**Section 2 : Communication**  
Profil acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>  
**L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil acheteur :** oui.  
**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** non.  
**Nom du contact :** M. le Maire de Langoat, Hervé Delisle.  
Adresse mail du contact : [mairie.langoat@wanadoo.fr](mailto:mairie.langoat@wanadoo.fr)  
N° de téléphone du contact : 02 96 91 35 95.  
**Section 3 : Procédure**  
**Type de procédure :** procédure adaptée ouverte.  
**Conditions de participation :** cf règlement de la consultation.  
**Technique d'achat :** sans objet.  
**Date et heure de remise des plis :** 20 octobre à 10 h 00.  
**Présentation des offres par catalogue électronique :** interdite.  
**Réduction du nombre de candidats :** non.  
**Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) :** oui.  
**L'acheteur exige la présentation de variantes :** non.  
**Les variantes à l'initiative du soumissionnaire sont autorisées :** oui.  
**Critères d'attribution :**
  - prix : 60 %,
  - valeur technique : 40 %.**Section 4 : Identification du marché**  
**Intitulé du marché :** rénovation thermique de l'école de Langoat.  
**Code CPV principal :** 45454100-5 - Travaux de réfection.  
**Type de marché :** travaux.  
**Description succincte du marché :** non obligatoire à compléter si plusieurs lots en marché réservé.  
**Lieu principal d'exécution du marché :** commune de Langoat (école).  
**La consultation comporte des tranches :** oui.  
**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché :** oui pour le lot 4.  
**Type de marché réservé :** marché réservé à une structure d'insertion par l'activité économique ou structure équivalente, employant au moins 50 % de travailleurs défavorisés.  
**Section 5 : Lots**  
**Marché alloti :** oui.  
Lot 1 : démolition, gros oeuvre. CPV 45111100-9/45223220-4.  
Lot 2 : charpente, menuiserie intérieure et extérieure. ITE CPV 45261100-5/45421000-4.  
Lot 3 : cloisons. CPV 45421141-4.  
Lot 4 réservé : peinture. CPV 45442100-8.  
Lot 5 : revêtements de sols. CPV 45432100-5.  
Lot 6 : couverture, étanchéité. CPV 45261210-9/45261420-4.  
Lot 7 : CFO - CFA. CPV 45311200-2/45240000-1.  
Lot 8 : chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire. CPV 45331000-6/45330000-9.  
Lot 9 : nettoyage.  
**Section 6 : Informations complémentaires**  
**Visite obligatoire :** oui pour les lots : 1, 2, 3, 7 et 8  
Pour cela, prendre rendez-vous auprès de Stubiodel : Yves Tréguier au 06 81 91 57 42 pour rdv les mercredis matin.  
**Autres informations complémentaires :**  
**Voies et délais de recours :**
  - un référé précontractuel peut être exercé jusqu'à la signature du marché conformément aux dispositions des articles L.551-1 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative ;
  - un référé contractuel peut être exercé à compter de la signature du marché conformément aux articles L.551-13 et R.551-7 à R.551-10 du Code de justice administrative dans un délai de 31 jours en cas de publication d'un avis d'attribution ou de 6 mois en cas d'absence d'avis d'attribution,
  - un recours en contestation de validité du marché peut être exercé, conformément à l'arrêté du Conseil d'Etat du 16 juillet 2007 dans un délai de deux mois, suivant l'accomplissement de mesures de publicité précisant notamment la date de conclusion du marché et ses modalités de consultation assortie le cas échéant d'un référé suspension en application de l'article L.521-1 du Code de justice administrative.**Date d'envoi du présent avis :** 26 septembre 2025.

Consommation

## Le garagiste est présumé responsable des pannes

Le garagiste qui intervient sur une voiture est présumé responsable en cas de dysfonctionnements persistants ou nouveaux, a rappelé la Cour de cassation.

C'est au professionnel de prouver qu'il n'est pour rien dans ces désordres, et ni l'incertitude sur l'origine de la panne, ni la difficulté à la déceler ne peuvent écarter cette présomption de responsabilité.

La Cour avait cependant jugé en 2012 et 2016 que l'obligation de résultat pour un réparateur n'existe que pour une panne liée à un problème préexistant lors de son intervention. (Cass. Civ 1, 25.9.2024 U 23-15.151 et 16.10.2024 F 23-11.712)

## Marchés publics

Procédure formalisée



Services d'assurance

### PROCÉDURE FORMALISÉE OUVERTE

- Section 1 : Identification de l'acheteur**  
**Nom complet de l'acheteur :** commune de Le Mené.  
**Type de numéro national d'identification :** Siret.  
**N° national d'identification :** 200 054 294 00018.  
**Ville :** Le Mené. Code postal : 22330.  
**Groupeement de commandes :** non.  
**Section 2 : Communication**  
**Moyen d'accès aux documents de la consultation :** lien url vers les documents de la consultation <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh/>  
**Identifiant interne de la consultation :**  
**L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil acheteur :** oui.  
**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** non.  
Nom du contact : Mme Marie Le Gal.  
Adresse mail du contact [Marie.legal@mene.fr](mailto:Marie.legal@mene.fr)  
N° de téléphone du contact 02 96 31 47 17.  
**Section 3 : Procédure**  
**Type de procédure :** procédure formalisée ouverte.  
**Condition de participation :**  
**Aptitude à exercer l'activité professionnelle - Conditions/moyens de preuve :** voir documents de consultation.  
**Capacité économique et financière - Conditions/moyens de preuve :** voir documents de consultation.  
**Capacités techniques et professionnelles - Conditions/moyens de preuve :** voir documents de consultation.  
**Technique d'achat :** sans objet.  
**Date et heure limites de réception des plis :** mardi 28 octobre 2025 à 12 h 00.  
**Présentation des offres par catalogue électroniques :** interdite.  
**Réduction du nombre de candidats :** non.  
**Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) :** non.  
**L'acheteur exige la présentation de variantes :** non.  
**Section 4 : Identification du marché**  
**Intitulé du marché :** marché de services d'assurance de la commune de Le Mené.  
**Type de marché :** services.  
**Lieu principal d'exécution du marché :** commune de Le Mené (22).  
**La consultation comporte des tranches :** non.  
**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché :** non.  
**Section 5 : Lots**  
**Marché alloti :** oui.  
Lot 1.  
Description du lot 1 : assurance «dommages aux biens et risques annexes».  
Lot 2.  
Description du lot 2 : assurance «responsabilité civile et risques annexes».  
Lot 3.  
Description du lot 3 : assurance «flotte automobile et risques annexes».  
Lot 4.  
Description du lot 4 : assurance «protection juridique».  
Lot 5.  
Description du lot 5 : assurance «protection fonctionnelle».  
**Section 6 : Informations complémentaires**  
**Visite obligatoire :** non.

## Avis administratifs

- Le préfet d'ILLE-ET-VILAINE, le préfet du MORBIHAN, le préfet des CÔTES-D'ARMOR, le préfet de la LOIRE-ATLANTIQUE, la préfète de la MAYENNE, le préfet de MAINE-ET-LOIRE  
Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique
- AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC  
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**
- Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15 octobre 2025 au vendredi 14 novembre 2025.  
Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.  
L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public.  
Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites internet suivants :
  - sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGEdu-Bassin-de-la-Vilaine>
  - sur le site internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>
  - sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>
  - sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>
  - sur le site internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>
  - sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>Il est également consultable sur le site internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>  
Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine, BP 11, 56130 La Roche-Bernard ou par mail à l'adresse suivante : [sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh)  
Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>  
Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.  
Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.  
Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.  
Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :
  - sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>
  - par voie électronique à l'adresse suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : «participation du public - C.SAGE Vilaine».Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.  
Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.  
Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation.  
La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.  
Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

Société

## Un enfant ne peut pas être virtuellement confié à l'Aide sociale

La Cour de cassation a rappelé que si un enfant est confié à l'Aide sociale à l'enfance par un juge, les parents ne peuvent pas avoir un droit d'hébergement à temps complet, car cela rendrait la mesure virtuelle.

Le placement suppose que l'enfant soit en danger, ce qui rend incompatible la protection et le maintien dans le milieu familial. Le juge peut accorder un droit de visite et d'hébergement temporaire, mais pas à temps complet. (Cass. Civ 1, 2.10.2024, H 22-13.618)

## Vie des sociétés

MILLET

Société par actions simplifiée  
Au capital de 2 000 euros  
Siège social : 5, rue du Stade  
22800 SAINT-BRANDAN



### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 25 septembre 2025 à Plaintel (22), il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Forme : société par actions simplifiée. Dénomination : Millet. Siège : 5, rue du Stade, 22800 Saint-Brandan. Durée : quatre-vingt dix-neuf années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés. Capital : 2 000 euros. Objet : la prise de participation dans toutes sociétés à caractère commercial, industriel, artisanal ou civil et la réalisation de prestations de toute nature auprès des sociétés dans lesquelles elle aura une participation. Exercice du droit de vote : tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Agrément : les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Président : M. Aurélien Millet demeurant 5, rue du Stade, 22800 Saint-Brandan. La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Saint-Brieuc.

Pour avis  
Le Président.

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Pleudaniel du 5 septembre 2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Forme sociale : société à responsabilité limitée.  
Dénomination sociale : Alanic Marbrerie. Siège social : Kerantour, 22740 Pleudaniel.  
Objet social : marbrerie, vente et pose de caveaux et monuments funéraires, tous travaux d'entretien, ouverture et fermeture de caveaux, démontage et remontage de tombes, et réalisation de tous travaux dans l'enceinte des cimetières, achat et vente d'articles funéraires et décoration, achat vente import-export de marbre et autres pierres, taille, ponçage polissage.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.  
Capital social : 1 000 euros.  
Gérance : M. Franck Alanic, demeurant 7, lieu-dit de Keraniou, 22740 Pleumeur Gautier, a été nommé gérant.  
Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de Saint-Brieuc.

Pour avis  
La Gérance.



A.B.R.

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 100 000 euros  
Siège social : Zone Runanvzit  
8, rue du Parc  
22970 PLOUMAGOAR  
432 296 861 RCS Saint-Brieuc

### AVIS

L'associé unique, par décision en date du 11 septembre 2025 a décidé d'augmenter le capital social de 92 370 euros par l'incorporation directe de réserves au capital, ce qui rend nécessaire la publication des mentions ci-après relatives.  
Ancienne mention : le capital social est fixé à sept mille six cent trente euros (7 630 euros).  
Nouvelle mention : le capital social est fixé à cent mille euros (100 000 euros).  
Pour avis  
La Gérance.



LE CANIK

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social : 15 rue du Goëlo  
22260 PLOEZAL  
En cours d'immatriculation au RCS de Saint-Brieuc

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 24 septembre 2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Forme sociale : société à responsabilité limitée.  
Dénomination sociale : Le Canik. Siège social : 15 rue du Goëlo, 22260 Ploëzal.  
Objet social : bar restaurant ; vente de boissons alcoolisées à emporter ; épicerie ; terrasse ; vente de plats à emporter.  
Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.  
Capital social : 1 000 euros.  
Gérance : M. Christophe Hervu, demeurant 16, Les Sorbiers, 22450 La Roche-Jaudy, assure la gérance.  
Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de Saint-Brieuc.

Pour avis  
La Gérance.

## In Extenso

Experts-Comptables

LE YAUDET

Société à responsabilité limitée  
en liquidation  
Au capital de 6 000 euros  
Siège social  
et siège de liquidation :  
47, route du Yaudet  
22300 PLOULEC'H  
809 775 539 RCS Saint-Brieuc

### AVIS

L'assemblée générale du 1er août 2025 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé le liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.  
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Saint-Brieuc, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis  
Le Liquidateur.

Découvrez les nouveautés des

**Editions OUEST-FRANCE**

Beaux-livres

Maison décoration

Tourisme • Histoire Cuisine

Loisirs créatifs • Pratique

Nature • Jeunesse

[www.editionsouestfrance.fr](http://www.editionsouestfrance.fr)



**Découvrez notre nouveau site !**

Une meilleure ergonomie pour votre veille sur les appels d'offres des marchés publics.

[lacentraledesmarches.com](http://lacentraledesmarches.com)







L'assurance de toucher  
562 000 lecteurs  
en 22, 29 et 56

Votre annonce dans

Le Télégramme

1

RÉDIGEZ VOTRE ANNONCE

Forfait 15 mots, en majuscules, à raison d'un mot par case

N'oubliez pas d'indiquer votre numéro de téléphone (un mot)


Mots supplémentaires éventuels

--	--	--	--	--

2

COCHEZ LA FORMULE CHOISIE

Forfait 15 mots

AUTO • IMMO • DIVERS

OFFRES D'AUTOMNE\*

FINISTÈRE + CÔTES-D'ARMOR + MORBIHAN

☐ **50 €**  
LES 6 PARUTIONS  
SOUS 15 JOURS  
Mot supplémentaire : 5 €

☐ **60 €**  
LES 8 PARUTIONS  
SOUS 20 JOURS  
Mot supplémentaire : 6 €

FINISTÈRE

☐ **55 €**  
LES 8 PARUTIONS  
SOUS 20 JOURS  
Mot supplémentaire : 5,50 €

☐ **65 €**  
LES 10 PARUTIONS  
SOUS 1 MOIS  
Mot supplémentaire : 6,50 €

CÔTES-D'ARMOR

☐ **10 €**  
1 PARUTION  
Mot supplémentaire : 1 €

☐ **18 €**  
LES 3 PARUTIONS  
SOUS 7 JOURS  
Mot supplémentaire : 1,80 €

CÔTES-D'ARMOR + MORBIHAN

☐ **15 €**  
1 PARUTION  
Mot supplémentaire : 1,50 €

☐ **25 €**  
LES 3 PARUTIONS  
SOUS 7 JOURS  
Mot supplémentaire : 2,50 €

EMPLOI

VOTRE DEMANDE D'EMPLOI POUR

☐ **20 €**  
LES 3 PARUTIONS\*  
Mot supplémentaire : 2 €

\*Une parution par semaine dans les pages Emploi

4

VOS COORDONNÉES

Nom

Prénom

Adresse

CP Ville

Téléphone

E-mail

3

VOS DATES DE PARUTIONS

Délai de parution :  
2 jours après la réception de votre grille

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
1 <sup>re</sup> parution	2 <sup>e</sup> parution	3 <sup>e</sup> parution	4 <sup>e</sup> parution
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5 <sup>e</sup> parution	6 <sup>e</sup> parution	7 <sup>e</sup> parution	8 <sup>e</sup> parution

5

VOTRE RÈGLEMENT

Cochez vos options si besoin

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Encadrement annonce dans Le Télégramme <b>+20 %</b>	Photo <b>6 €</b>	Domiciliation** « Écrire au Télégramme qui transmettra » <b>18 €</b>

\*\* Obligatoire pour les annonces « Rencontres ». Ces annonces ne sont pas prises par téléphone

Total

€

☐

Par chèque à l'ordre de Viamédia

☐

Par carte bancaire :

Une conseillère vous appellera pour que vous puissiez donner vos coordonnées bancaires

CONTACTEZ-NOUS

Par courrier  
**Viamedia / Le Télégramme**  
Service petites annonces  
10, quai Armand-Considère (Port de Commerce)  
CS 92 919 - 29229 Brest Cedex

Par téléphone  
**0 800 879 925**  
Appel gratuit  
Du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30

Par courriel  
**petites-annonces@letelegramme.fr**  
Du lundi au vendredi  
de 9 h à 12 h 30

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les informations vous concernant auprès du « Télégramme », BP 243 - 29205 MORLAIX Cedex.

ANNONCES RÉSERVÉES AUX PARTICULIERS

Immobilier

VENTE AUTRES RÉGIONS



Vends **Fonds de commerce Crêperie**,  
100 m<sup>2</sup> en Corse. Capacité 40 couverts et  
16 en terrasse. Clef en main. 90 000 € né-  
gociables. Me contacter au 06 46 00 95 58  
1949853

Le Télégramme

Votre  
**PETITE  
ANNONCE**  
par téléphone  
au :  
**0 800 879 925**  
APPEL GRATUIT DEPUIS UN FIXE

Du lundi au vendredi  
de 9 h à 12 h 30  
Règlement par carte bancaire

Annonces officielles

Sur **bretagne-marchespublics.com**, retrouvez les marchés publics et privés et les autres annonces sur **regions-annonceslegales.com**  
Contact tél. 02 98 33 74 44 - E-mail : **annonceslegales@viamedia-publicite.com**. Conformément à l'arrêté du 16 décembre 2024 (NOR : MICE2426148A), le tarif de référence des annonces judiciaires et légales pour l'année 2025 (article 1) est fixé à 0,187 € HT le caractère pour les départements du Finistère, des Côtes-d'Armor, du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine. Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale actulegales.fr conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012.

LEGALES ET JUDICIAIRES

Enquêtes publiques

LE PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE, LE PRÉFET DU MORBIHAN  
LE PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR, LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE  
LA PRÉFÈTE DE LA MAYENNE, LE PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE  
Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC  
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15/10/2025 au vendredi 14/11/2025. Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites Internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire. L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public. Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites Internet suivants :  
- Sur le site Internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGE-du-Bassin-de-la-Vilaine>  
- Sur le site Internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>  
Il est également consultable sur le site Internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>  
Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine, BP 11, 56130 La Roche-Bernard, ou par mail à l'adresse suivante : [sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh)  
Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>  
Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique, à l'adresse électronique suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.  
Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.  
Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.  
Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :  
- Sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>  
- Par voie électronique à l'adresse suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : "Participation du public, SAGE Vilaine".  
Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.  
Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.  
Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation. La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites Internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.  
Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.



Créez et publiez  
vos annonces légales

[www.regions-annonceslegales.com](http://www.regions-annonceslegales.com)

## Annonce légale

DATE DE PARUTION 30-09-2025

RÉFÉRENCE L257J13119

DÉPARTEMENT DE PARUTION 35

CATÉGORIE AUTRES ANNONCES

SUPPORT 7Jours.fr



Lien de publication

<https://www.7jours.fr/annonces-legales/l257j13119/>

Le préfet d'Ille-et-Vilaine, Le préfet du Morbihan, Le préfet des Côtes-d'Armor, Le préfet de la Loire-Atlantique,  
La préfète de la Mayenne, Le préfet de Maine-et-Loire  
Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

### **AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

## AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15 octobre 2025 au vendredi 14 novembre 2025. Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public.

Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites internet suivants :

- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante :

<https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGE-du-Bassin-de-la-Vilaine>

- sur le site internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>

- sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante :

<https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>

- sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante :

<https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>

- sur le site internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>

- sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante :

<https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>

Il est également consultable sur le site internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine BP 11 56130 La Roche-Bernard ou par mail à l'adresse suivante :

[sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh)

Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>

Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.

Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.

Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.

Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :

- sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>

- par voie électronique à l'adresse suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : « Participation du public - SAGE Vilaine ».

Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.

Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.

Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation.

La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.

Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.











Vous êtes un professionnel (collectivités, avocats, notaires, etc) : déposez, gérez et suivez vos annonces légales pour Presse Océan, ou pour tout autre journal, sur notre site **www.medialex.fr**

Pour faire paraître une annonce légale :  
**Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€/mn)  
e-mail : annonces.legales@medialex.fr  
Internet : **www.medialex.fr**

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.  
Les annonces sont informées que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, **www.actulegales.fr**.

## Avis administratifs

Le préfet d'ILLE-ET-VILAINE, le préfet du MORBIHAN, le préfet des CÔTES-D'ARMOR, le préfet de la LOIRE-ATLANTIQUE, la préfète de la MAYENNE, le préfet de MAINE-ET-LOIRE  
Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

### AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15 octobre 2025 au vendredi 14 novembre 2025.

Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public.

Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites internet suivants :

- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGEdu-Bassin-de-la-Vilaine>
  - sur le site internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>
  - sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>
  - sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>
  - sur le site internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>
  - sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>
- Il est également consultable sur le site internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine, BP 11, 56130 La Rocher-Bernard ou par mail à l'adresse suivante : [sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh)

Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>

Sur demande ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.

Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.

Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.

Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :

- sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>
- par voie électronique à l'adresse suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : «participation du public - SAGE Vilaine».

Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.

Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.

Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation.

La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.

Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

#### Commune de BOUSSAY Révision allégée n° 1 du PLU

### ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n° 2025-143 en date du 25 septembre 2025, Mme le Maire de Bous say, responsable du projet, a ordonné l'ouverture et l'organisation d'une en quête publique sur la révision des dispositions du Plan local d'urbanisme. À cet effet M. Christophe Tiger a été désigné(e) par M. le Président du tribunal administratif en tant que commissaire enquêteur.

L'enquête publique se déroulera du 15 octobre 2025 à 9 h 30 au 14 novem bre 2025 à 17 h 00 à mairie de Boussay, 4, rue du Val-de-Sèvre, 44190 Bous say.

Le dossier d'enquête publique sera consultable à mairie de Boussay, 4, rue du Val-de-Sèvre, 44190 Boussay ainsi que sur le site internet <https://www.boussay.fr>

Pendant la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dos sier du Plan local d'urbanisme et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à mairie de Boussay, 4, rue du Val-de-Sèvre, 44190 Boussay ou par voie électro nique sur le registre dématérialisé sur le site internet <https://www.boussay.fr> ou sur le courriel [contact@boussay.fr](mailto:contact@boussay.fr) de la collectivité.

Le commissaire enquêteur sera présent à mairie de Boussay, 4, rue du Val-de-Sèvre, 44190 Boussay :

- mercredi 15 octobre 2025, de 9 h 30 à 12 h 30,
- samedi 18 octobre 2025, de 9 h 30 à 12 h 30,
- jeudi 23 octobre 2025, de 14 h 00 à 17 h 00,
- vendredi 14 novembre 2025, de 14 h 00 à 17 h 00.

Son rapport et ses conclusions seront transmis à Mme le Maire de Boussay dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête et tenus à la disposition du public à mairie de Boussay, 4, rue du Val-de-Sèvre, 44190 Boussay et sur le site internet de la collectivité pendant une durée d'un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

À l'issue de la procédure et au vu des conclusions émises par le commissaire enquêteur la collectivité organisatrice sera amenée à se prononcer par délibé ration sur la révision du Plan local d'urbanisme.

Les Moutiers  
EN RETZ



#### Révision du Plan local d'urbanisme Projet de périmètres délimités des abords Révision du zonage d'assainissement

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Mme le Maire des Moutiers-en-Retz a ordonné par arrêté en date du 4 septem bre 2025 l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur les projets de révision du Plan local d'urbanisme (PLU), des deux Périmètres Délimités des Abords (PDA) de la Lanterne des Morts et de la Chapelle de Prigny et de révi sion du zonage d'assainissement de la commune du lundi 29 septembre 2025 à 9 h 00 au vendredi 31 octobre 2025 à 12 h 00.

Le projet de révision du PLU comprend une évaluation environnementale ; le projet de révision du zonage d'assainissement qui a été soumis à la MRae des Pays de la Loire est dispensé d'évaluation environnementale (art. L.123-10 du Code de l'environnement)

Commissaire enquêteur :

Par décision du tribunal administratif de Nantes du 25 août 2025, M. Jean-Claude Verdon a été désigné commissaire enquêteur et M. Louis-Marie Muel, commissaire enquêteur suppléant.

Consultation du dossier d'enquête : Le public peut prendre connaissance du dossier «papier» d'enquête publique et du dossier numérique sur un poste in formatique à la mairie des Moutiers-en-Retz pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Le dossier sera également accessible :

- en format numérique sur la plateforme d'enquête publique dédiée à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6616>
- et par le biais du site internet de la commune : [www.mairie-lesmoutiersenretz.fr](http://www.mairie-lesmoutiersenretz.fr)

Ce dossier comporte notamment les avis obligatoires des autorités adminis tratives.

Observations et propositions du public : Pendant toute la durée de l'enquête, le public peut formuler ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête publique au format papier disponible en mairie, aux jours et horaires habituels d'ouverture,
- sur le registre dématérialisé mis en place à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6616>
- par courrier électronique envoyé à : [enquete-publique-6616@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-6616@registre-dematerialise.fr)

- par écrit au commissaire enquêteur au siège de l'enquête : 15, place de l'Eglise-Madame, 44760 Les Moutiers-en-Retz.

Pour être recevables, les observations et propositions devront être reçues pendant la stricte durée de l'enquête, soit du lundi 29 septembre 2025 (9 h 00) au vendredi 31 octobre 2025 (12 h 00).

Les observations et propositions du public formulées par courrier électroni que, sur les registres (papier ou dématérialisé) et par courrier papier seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé et donc visibles par tous.

Le commissaire enquêteur sera présent en mairie pour recevoir les observa tions écrites ou orales le :

- lundi 29 septembre 2025 (9 h 00 - 12 h 00) - ouverture exceptionnelle,
- mercredi 8 octobre 2025 (14 h 00 - 17 h 00),
- samedi 18 octobre 2025 (9h00- 12 h 00) - ouverture exceptionnelle,
- jeudi 23 octobre 2025 (14 h 00 - 18h00),
- vendredi 31 octobre 2025 (9 h 00 - 12 h 00).

Toute personne peut sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique (article R.123-9 du Code de l'environnement).

Toute information complémentaire relative à cette enquête publique pourra être obtenue auprès du service urbanisme de la mairie.

Suites données à l'enquête et information du public : le rapport et les conclu sions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie, à Pornic agglo Pays de Retz et à la préfecture de Loire-Atlantique, pen dant un délai d'un an à compter de la réception par la mairie des documents. Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera éga lement publiée sur le site internet de la commune : [www.mairie-lesmoutiersenretz.fr](http://www.mairie-lesmoutiersenretz.fr) et de l'agglomération : [www.pornicagglo.fr](http://www.pornicagglo.fr)

A l'issue de l'enquête publique, les projets éventuellement modifiés pour tenir compte des avis des personnes publiques, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur seront approuvés : par le conseil mu nicipal des Moutiers-en-Retz pour la révision générale du PLU, par arrêté du Préfet de région pour les Périmètres Délimités des Abords (PDA) après accord de l'ABF et délibération de la commune, par le conseil communautaire de Por nic agglo Pays de Retz pour le zonage d'assainissement.

## Vie des sociétés

### GARANTIE FINANCIÈRE

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'en tité Cabinet Nicolas Constructeur Ca binet Nicolas, 217, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes, immatriculée au RCS 305 376 329 pour ses activités de : transaction immobilière depuis l 1er janvier 2003, gestion immobilière depuis le 1er janvier 2003 auprès de son garant financier, Galian SMABTP, société anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin trois jours francs après la publication du pré sent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de Galian SMABTP, 89, rue la Boétie, 75008 Pa ris, dans les trois mois de la présente insertion.

Il est précisé que cette fin de garantie pour l'(les) activité(s) de transaction immobilière, gestion immobilière in tervient à la suite d'une opération ef fectuée au profit de EURL G.V.I, client-sociétaire n° 43572, RCS 531 542 785, domicilié à 217, ru Paul-Bellamy, 44000 Nantes, bénéfi ciant de la garantie financière auprès de Galian-SMABTP.

## Autres légales

### TRIBUNAL JUDICIAIRE DE SAINT-NAZAIRE OUVERTURE DU

#### REDRESSMENT JUDICIAIRE

19 septembre 2025, jugement d'ou verture du redressement judiciaire du GAEC La Richerie (921 640 967 RCS Saint-Nazaire) demeurant 15 La Ri cherie, 44680 Saint-Hilaire-de-Cha léons. Date de cessation des paie ments : 1er octobre 2024.

Les déclarations de créances sont à déposer dans les 2 mois suivant l publication auprès du mandataire ju diciaire, SELARL Philippe Delaere & Associés, immeuble Constens, bou levard du Docteur-Chevreil, 44500 La Baule.

#### PAR COURTOISIE

Nous prions instamment nos annonceurs de répondre à toutes les lettres de candida-ture qui leur sont adressées et de restituer le plus rapidement possible les documents qui leur ont été confiés, même si un timbre n'a pas été joint pour la réponse.

PRECOM

## Examens

### DE LA VENTE : ANIMATION ET GESTION ESPACE COM-MERCIAL

Admis :

Cabral Sandy  
Gaudin Mattheo  
Houmadi Momed  
Kokate Enzo  
Larivière Gino  
Octor Manon  
**ADMISSIBLES  
CONVOQUÉS  
AUX ÉPREUVES  
ORALES DU  
SECOND  
GROUPE :**  
Auger Kilyan  
Ba Mouhamed  
Fofana Cherif

### MÉTIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE: PROSPECTION CLIENTÈLE ET VALORISATION OFFRE COM-MERCIALE

Admis :

Chauvet Anthony  
(AB)  
Dahmani  
Marwane (AB)  
Fontan Alexis  
Hognon Chevalier  
Kayson

### MAINTENANCE DES MATÉ- RIELS OPT MAT. AGRICOLÉS

Admis :

Besnier Mathis  
(AB)  
Rousseau Bastien

### MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE PRODUC- TION CONNEX- TÉS

Admis :

Broquet Heliaz

**Admissibles  
convoqués aux  
épreuves orales du  
second groupe :**

Ghirmay Araya  
Simon

### MAINTENANCE DES VÉHI- CULES - VÉHIC. TRANSPORT ROUTIER

Admis :

Clemenceau Gabin  
Molin Thomas (AB)  
Monteiro Martin

### MAINTENANCE DES VÉHICULES - VOITURES PARTI.

Admis :

Picot Jocelyn (AB)

### MAINTENANCE ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Admis :

Motais Yanis

### PROCÉDÉS DE LA CHIMIE, DE L'EAU ET DES PAPIERS - CARTONS

Admis :

Barbe Téo

### SYSTÈMES NUMÉRIQUES AUDIOVISUELS, RÉSEAU ET ÉQUIPEMENT DOMESTIQUES

Admis :

Maudet Tom (B)

### TECHNICIEN EN CHAUDRON- NERIE INDUS- TRIELLE

Admis :

Marie Titoine

### TECHNICIEN EN RÉALISATION DE PRODUITS MÉCANIQUES, OPT. RÉALISA- TION ET SUIVI DE PRODUC- TION

Admis :

Lorain Édouard  
(AB)

## Télévision, détente

Chaque jour, près de deux pages  
sur les programmes  
et les nouveautés du petit écran,  
agrémentés  
des mots croisés et mots fléchés.



# JUDICIAIRES ET LÉGALES

Vous êtes un professionnel (collectivités, avocats, notaires, etc) : déposez, gérez et suivez vos annonces légales pour Le Courrier de l'Ouest, ou pour tout autre journal, sur notre site **www.medialex.fr**

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : **www.medialex.fr**

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, **www.actulegales.fr**.


## Marchés publics

Procédure adaptée




**La Pommeraye, commune déléguée de Mauges-sur-Loire, Zac Les Claveries**  
**Construction de 25 logements locatifs répartis sur 2 îlots - 2e consultation lot 8 suite infructuosité**  
**PROCÉDURE ADAPTÉE**

Meldomys, M. Benoit Ratier, directeur général, 11, rue du Clon, CS 70146, 49001 Angers 01, tél. 02 41 81 68 00.  
**Siret** : 27490003400019.  
**Référence acheteur** : 202509251448AS.  
L'avis implique un marché public.  
**Objet** : La Pommeraye, commune déléguée de Mauges-sur-Loire, "Zac Les Claveries", construction de 25 logements locatifs répartis sur 2 îlots - Tr.1927 - 2e consultation lot 8 suite infructuosité.  
**Procédure** : procédure adaptée.  
**Forme du marché** : **Prestation divisée en lots** : oui.  
Lot 8 : plomberie, ventilation.  
**Critères d'attribution** : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :  
- 60 % valeur technique,  
- 40 % prix.  
**Dépôt dématérialisé** : activé.  
**Remise des offres** : 6 octobre 2025 à 17 h 00 au plus tard.  
**Envoi à la publication** le : 25 septembre 2025.  
Les dépôts de pils doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.  
**Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur** : <https://www.marches-publics.info>



**Trélazé Bonnezeaux, construction de 10 maisons individuelles**  
**PROCÉDURE ADAPTÉE**

Jaxed, M. Benoit Ratier, directeur général, 8, rue Henri Becquerel, 49070 Beau-couzé, tél. 02 44 68 69 68.  
**Siret** 788 674 638 00028.  
**Référence acheteur** : 2025014.  
L'avis implique un marché public.  
**Objet** : Trélazé Bonnezeaux, construction de 10 maisons individuelles.  
**Procédure** : procédure adaptée.  
**Forme du marché** : **Prestation divisée en lots** : oui.  
Lot 01 : VRD, gros oeuvre.  
Lot 02 : ravalement.  
Lot 03 : charpente bois.  
Lot 04 : escalier bois.  
Lot 05 : couverture ardoise, zinguerie, étanchéité.  
Lot 06 : menuiseries extérieures PVC, fermetures menuiseries intérieures bois.  
Lot 07 : doublages, cloisons sèches, isolation.  
Lot 08 : électricité, VMC.  
Lot 09 : plomberie sanitaires, chauffage.  
Lot 10 : carrelage, faïences.  
Lot 11 : peinture, sols collés.  
Lot 12 : espaces verts, clôture.  
**Critères d'attribution** : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).  
**Dépôt dématérialisé** : activé.  
**Remise des offres** : 24 octobre 2025 à 12 h 00 au plus tard.  
**Envoi à la publication** le : 25 septembre 2025.  
**Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur** <http://www.marches-publics.info/accueil.htm>



**Buissons Belles, tranche 2, construction de 19 logements locatifs à Loire Authion**  
**PROCÉDURE ADAPTÉE**


Travaux

**Identification de l'organisme qui passe le marché** : OPH Angers Loire habitat, 4, rue de la Rame, CS 70109, 49101 Angers cedex 02, tél. 02 41 23 57 57.  
**Objet du marché** : Buissons Belles, tranche 2, construction de 19 logements locatifs à Loire Authion (Brain-sur-l'Authion).  
**Renseignements d'ordre administratif, technique, modalité de retrait du dossier de consultation et de dépôt des offres** : sur la plateforme [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)  
**Renseignements relatifs aux lots** :  
Lots corps d'état :  
Lot 01 : V.R.D.  
Lot 02 : gros oeuvre (bâtiments collectifs).  
Lot 03 : ravalements.  
Lot 04 : charpente bois, ossature bois.  
Lot 05 : couverture ardoises, zinc.  
Lot 06 : étanchéité.  
Lot 07 : menuiseries extérieures.  
Lot 08 : métallerie, serrurerie.  
Lot 09 : menuiseries bois.  
Lot 10 : escalier bois.  
Lot 11 : doublages, cloisons sèches, isolation.  
Lot 12 : carrelage, faïence.  
Lot 13 : sols collés.  
Lot 14 : peinture, revêtements muraux.  
Lot 15 : nettoyage.  
Lot 16 : électricité.  
Lot 17 : plomberie, sanitaire, chauffage, VMC.  
Lot 18 : espaces verts, clôture.  
Lot 19 : interphonie, contrôle d'accès.  
**Durée du marché** :  
Ilot BF : 14 mois.  
Ilot BG : 20 mois, dont un mois de préparation de travaux compris.  
**Date limite de réception des offres** : lundi 27 octobre 2025 à 12 h 00.  
**Date d'envoi à la publication** : 26 septembre 2025.

Soyez informés chaque jour dans notre rubrique annonces légales :

**la vie des sociétés**

**la vie des commerces**



**Saint-Paul-du-Bois, 4, allée des Noisetiers, travaux de démolition et reconstruction d'un pavillon T3 suite à incendie. Tr 0521N3**  
**PROCÉDURE ADAPTÉE**

Meldomys, M. Benoit Ratier, directeur général, 11, rue du Clon, CS 70146, 49001 Angers 01, Tél. 02 41 81 68 00.  
**Siret** : 274 900 034 00019.  
**Référence acheteur** : 202509251448AS.  
L'avis implique un marché public.  
**Objet** : Saint-Paul-du-Bois, 4, allée des Noisetiers, travaux de démolition et reconstruction d'un pavillon T3 suite à incendie. Tr 0521N3.  
**Procédure** : procédure adaptée.  
**Forme du marché** : prestation divisée en lots : oui.  
Lot 01 : démolition.  
Lot 02 : VRD, gros oeuvre.  
Lot 03 : ravalements.  
Lot 04 : charpente bois.  
Lot 05 : couverture tuile.  
Lot 06 : menuiseries extérieures PVC, fermetures, menuiseries intérieures bois.  
Lot 07 : doublage, cloisons sèches, isolation.  
Lot 08 : électricité, panneaux photovoltaïques.  
Lot 09 : plomberie sanitaire, chauffage, VMC.  
Lot 10 : carrelage faïence.  
Lot 11 : peinture, sols collés.  
Lot 12 : espaces verts, clôtures.  
**Critères d'attribution** : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :  
- 60 % : valeur technique (tous les lots 60 % sauf démolition 50 %),  
- 40 % : prix (tous les lots 40 % sauf démolition 50 %).  
**Dépôt dématérialisé** : activé.  
**Remise des offres** : 20 octobre 2025 à 17 h 00 au plus tard.  
Envoi à la publication le : 25 septembre 2025.  
Les dépôts de pils doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.  
**Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur** : <https://www.marches-publics.info>

## Avis administratifs

Commune des GARENNES-SURLOIRE  
Commune déléguée de JUIGNE-SUR-LOIRE

**Concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur le secteur Chambretault des Garennes-sur-Loire**

**AVIS**

Dans le cadre de ses compétences en matière d'habitat, la commune des Garennes-sur-Loire envisage de procéder à la réalisation d'une opération d'aménagement mixte sur l'ensemble du secteur 1AU dénommé "Secteur Chambretault" situé au coeur du bourg de Juigné-sur-Loire, commune déléguée des Garennes-sur-Loire. Le périmètre de ce projet d'aménagement, d'une superficie d'environ 1,5 hectares, se trouve délimité comme suit :

- à l'Ouest, le chemin de Niort, quelques habitations et l'espace commercial de Chambretault ;
- au Nord, le chemin des Pimonts et quelques habitations ;
- au Sud, la rue de Chambretault et quelques habitations ;
- à l'Est, le passage des Frêches et quelques habitations.

Le projet de l'ensemble du secteur 1AU situé au coeur du bourg de Juigné-sur-Loire a pour objet le développement d'une zone à vocation mixte, à usage principal d'habitat avec possibilité d'y inclure une offre de santé, ou des commerces/services.

Par délibération en date du 9 septembre 2025, la commune des Garennes-sur-Loire a décidé d'ouvrir la phase de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme.

Au titre des modalités préables, il est prévu :

- la tenue d'une balade urbaine, qui se tiendra le mercredi 15 octobre 2025 à partir de 18 h 00 dont le point de rendez-vous est fixé sur le parking du Centre Commercial de Chambretault (7, route de Gagnebert, 49610 Les Garennes-sur-Loire). Les inscriptions à cette balade urbaine sont à adresser à l'adresse suivante : [maire@les-garennes-sur-loire.fr](mailto:maire@les-garennes-sur-loire.fr) ;
- la tenue d'une réunion publique dont la date et le lieu seront communiqués ultérieurement par voie de presse ;
- la tenue d'une permanence dont la date et le lieu seront communiqués ultérieurement par voie de presse ;
- la tenue d'un ou plusieurs ateliers dont les dates et lieux seront communiqués ultérieurement par voie de presse.

Cette balade urbaine, réunion publique, permanence et ces ateliers sont destinés à permettre aux habitants, aux représentants des associations locales et à toutes les personnes concernées, de rencontrer les techniciens chargés de l'élaboration du projet et de pouvoir faire part de leurs observations.

Un dossier qui sera complété au fur et à mesure des études, accompagné d'un registre destiné à recevoir les observations du public, est mis à disposition à la mairie déléguée de Juigné-sur-Loire, 15, Grand'rue, 49610 Les Garennes-sur-Loire, jusqu'à la clôture de la concertation.

Le préfet d'ILLE-ET-VILAINE, le préfet du MORBIHAN, le préfet des CÔTES-D'ARMOR, le préfet de la LOIRE-ATLANTIQUE, la préfète de la MAYENNE, le préfet de MAINE-ET-LOIRE Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15 octobre 2025 au vendredi 14 novembre 2025.

Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire. L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public.

Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites internet suivants :

- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publics/PPVE-SAGEdu-Bassin-de-la-Vilaine>
- sur le site internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>
- sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>

Il est également consultable sur le site internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine, BP 11, 56130 La Roche-Bernard ou par mail à l'adresse suivante : [sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh)

Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>

Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante : [pref-enquetes-publics@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publics@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.

Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.

Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.

Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :

- sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>
- par voie électronique à l'adresse suivante : [pref-enquetes-publics@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publics@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : « participation du public - SAGE Vilaine ».

Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.

Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.

Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation.

La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.

Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié, pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

Commune de DENÉE

**Révision du Plan local d'urbanisme (PLU) ainsi que l'élaboration du Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP), les trois Périmètres délimités des abords (PDA) et la mise à jour du schéma communal d'assainissement**

**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Par arrêté n° 2025-60 du 15 septembre 2025 Mme le Maire de Denée, Priscille Guillet, a prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur la commune de Denée du 15 octobre 2025 au 14 novembre 2025 inclus. D'une durée de 30 jours consécutifs, cette enquête portera sur les objets mentionnés ci-après.

Le président du tribunal administratif de Nantes a désigné une commission d'enquête par décision du 27 mai 2025.

M. Jean-François Dumont, officier supérieur de l'armée de Terre en retraite, en qualité de commissaire enquêteur ;

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend notamment :

- le dossier de Plan local d'urbanisme,
- le dossier de Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine, les dossiers des trois Périmètres délimités des abords (château de Mantelon, église et presbytère, domaine de la Noue)
- le dossier de zonage d'assainissement collectif.

Les pièces du dossier - sur support papier et numérique - , ainsi qu'un registre d'enquête publique seront déposés à la mairie de Denée, 3, rue du Huit-Mai, pendant toute la durée de l'enquête, afin que chacun puisse en prendre connaissance et obtenir les informations nécessaires, du lundi au mercredi de 9 h 00 à 12 h 00 ainsi que le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00 et consigner éventuellement ses observations.

Toute correspondance relative à l'enquête publique pourra être adressée à M. le Com missaire enquêteur :

- à l'adresse de la mairie de Denée (3 rue du Huit mai), siège de la présente enquête
- à l'adresse électronique suivante : [enquete.publique@mairie-denee.fr](mailto:enquete.publique@mairie-denee.fr)

M. Commissaire enquêteur se tiendra à disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences suivantes :

- mercredi 15 octobre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00,
- vendredi 31 octobre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00,
- vendredi 14 novembre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00.

Toute personne souhaitait rencontrer le commissaire enquêteur peut se rendre à l'une des permanences citées ci-dessus.

Une copie des observations et propositions du public transmises par voie postale et par voie électronique sera annexée au registre de la mairie de Denée, siège administratif de l'enquête publique, et ce dans les meilleurs délais.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public à la mairie de Denée ainsi que sur le site internet de la mairie pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Conseil Municipal est l'autorité compétente pour les quatre projets visés ci-dessus. S'il n'est pas donné suite aux projets, le conseil municipal en informera le public par indication sur son site internet. Toute information relative aux dossiers peut être demandée à Mme Priscille Guillet, maire de la commune de Denée.

Le Maire, Priscille GUILLET.

## Vie des sociétés



**GAIA CONSULTING FORMATION**

Forme : SAS  
Capital social : 1 000 euros  
Siège social : 53, place du Marché  
49150 BAUGÉ-EN-ANJOU  
920 297 611 RCS d'Angers

**NOMINATION D'UNE DIRECTRICE GÉNÉRALE ET MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL**

Aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 19 septembre 2025, l'assemblée générale a décidé de nommer, en qualité de directrice générale à compter du 19 septembre 2025 à 0 h 00, Mme Rose Grasset, née le 10 août 1990 à Angers (49), de nationalité Française, demeurant La Petite Billette, Auvverse, 49490 Noyant-Villages.

Aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 19 septembre 2025 à effet du même jour, l'assemblée générale a décidé de modifier l'objet social de la société comme suit :

- La société a pour objet en France et dans tous les pays, directement ou indirectement :
  - la formation professionnelle continue pour adulte dans tous les domaines,
  - l'acquisition, la souscription, la gestion de tous types de biens et droits mobiliers notamment de toutes valeurs mobilières et droits sociaux dans toutes sociétés qui pourraient exister ou à créer et qui pourraient contribuer au développement de l'objet social, ainsi que toutes activités connexes, similaires ou simplement complémentaires,
  - la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Mention sera portée au RCS d'Angers.

Le Président.



**AVIS**

Avis est donné de la constitution suivante :

Forme : société par actions simplifiée.  
Dénomination : LT Barber Shop.  
Siège : 29, rue Bouju, 49400 Saumur.  
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.  
Capital : 1 500 euros.  
Objet : l'exploitation de salons de coiffure hommes et barber shop, l'achat et la vente de tous produits et accessoires liés à l'activité de coiffure.  
Exercice du droit de vote : tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.  
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.  
Transmission des actions : la cession des actions de l'associé unique est libre.  
Agrément : les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : JC Finances, SAS au capital de 1 000 euros, dont le siège social est 17, allée de l'Ilette, 37140 Chouzé-sur-Loire, immatriculée au RCS de Tours sous le numéro 943 734 079, représentée par M. Sylvain Fournace, président. La société sera immatriculée au RCS d'Angers.

Pour avis  
Le Président.


Suite liquidation judiciaire

**FONDS DE COMMERCE À CÉDER**

Fonds de commerce de travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation exploité Cas Anjou Actiparc, Corné à Loire-Authion, comprenant l'enseigne, le nom commercial, le matériel et le mobilier commercial, la clientèle et le droit au bail. 8 salariés.

Estimation du bien : à débattre.  
Délai de dépôt des offres : le 9 octobre 2025 à 12 h 00.

Pour tout contact, s'adresser à : CLR & Associés, 3, rue de Bretagne, CS 51846, 49018 Angers cedex 01.  
Tél. 02 41 48 78 00.  
E-mail : [clr@clr-associes.fr](mailto:clr@clr-associes.fr)  
Site : [www.clr-associes.fr](http://www.clr-associes.fr)



**CHÂTEAU DE JALESNES FONCTIONS**

Société par actions simplifiée  
Au capital de 5 000 euros  
Siège social : Château de Jalesnes  
49390 VERNANTES  
817 878 523 RCS Angers

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Aux termes de l'assemblée générale des associés en date du 30 juin 2025, il résulte que : M. David Savage, demeurant Château de Jalesnes, 49390 Vernantes, a été nommé en qualité de directeur général.

Pour avis  
La Présidente.

**FONDS DE COMMERCE À CÉDER**

Suite liquidation judiciaire

Fonds de commerce de vente de lingerie, sous-vêtements, prêt à porter et accessoires, exploitée Espace Anjou, Zac de Montrejeau, 75, avenue Montaigne, 49100 Angers, comprenant l'enseigne, le nom commercial, le matériel et le mobilier commercial, la clientèle et le droit au bail. Estimation du bien : à débattre.

Délai de dépôt des offres : le 10 octobre 2025 à 12 h 00.

Pour tout contact, s'adresser à : CLR & Associés, 3, rue de Bretagne, CS 51846, 49018 Angers cedex 01.  
Tél. 02 41 48 78 00.  
Email : [clr@clr-associes.fr](mailto:clr@clr-associes.fr)  
Site : [www.clr-associes.fr](http://www.clr-associes.fr)

**GIRAUD IMMO-OUEST**

SAS au capital de 1 000 euros  
Siège social : 13, rue Nationale  
49170 SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE  
RCS Angers 947 786 091

**AVIS**

Par décision de l'associé unique du 25 septembre 2025 il a été décidé : d'approuver les comptes définitifs de la liquidation ; de donner quitus au liquidateur, M. Théophile Giraud, demeurant 13, rue Nationale, 49170 Saint-Georges-sur-Loire pour sa gestion et décharge de son mandat ; de prononcer la clôture des opérations de liquidation à compter du 25 septembre 2025.  
Radiation au RCS de Angers.

**DP DÉPANNAGE**

Société à responsabilité limitée en liquidation  
Au capital de 5 000 euros  
Siège social et de liquidation : 1, rue des Mésanges.  
Pellouailles-les-Vignes  
49112 VERRIÈRES-EN-ANJOU  
883 296 618 RCS Angers

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Aux termes d'une décision en date du 24 septembre 2025 au 1, rue des Mésanges, Pellouailles-les-Vigne, 49112 Verrières-en-Anjou, l'associé unique, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Philippe Dailière, demeurant 1, rue des Mésanges, Pellouailles-les-Vigne, 49112 Verrières-en-Anjou, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du tribunal de commerce d'Angers, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée du Registre.

Pour avis  
Le Liquidateur.

Dans notre rubrique annonces légales **vos rendez vous**

- Ventes aux enchères publiques
- Ventes volontaires
- Ventes judiciaires

**DISSOLUTION**

L'assemblée générale extraordinaire du 25 septembre 2025 a décidé la dissolution volontaire de la société à compter du 30 septembre 2025. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur, M. Amaury Leclercq, demeurant 17, rue David-d'Angers, 49130 Les Ponts-de-Cé et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectuée au greffe du tribunal de commerce Angers.

Amaury LECLERCQ.

**HOMYGOD!**

EURL au capital de 1 000 euros  
Siège social : 17, rue David-d'Angers  
49130 LES PONTS-DE-CÉ  
RCS Angers 981 471 139

## Examens

Publication sous réserve de vérification du procès-verbal par l'organisateur de l'examen.

**Bac pro**

**Accomp., soins et services à la personne**

Admis :  
Blouin Margaux  
Lecorps Chloé (TB)

**Artisanat et métiers d'art option com. visuelle plurimédia**

Admis :  
Vermeersch Ilona (AB)

**Assistance à la gestion des organisations et de leurs activités**

Admis :  
Gurice Lennie  
Pham - Van Alexy  
Sarr Dion Seyda  
Ugruul Léa (AB)

**Admissibles convoqués aux épreuves orales du second groupe :**  
Brehin Clémence

**Cuisine**

Admis :  
Héron Maeva  
Moreau - Jagut Adam  
Rouyrre Morgan (AB)

**Métiers de la mode - vêtements**

Admis :  
Jousset - Machard Élise (B)

**Métiers du commerce et de la vente : animation et gestion espace commercial**

Admis :  
Cabral Sandy  
Gaudin Matheo  
Houmadi Momei  
Kokate Enzo  
Larivière Gino  
Octor Manon

**Admissibles convoqués aux épreuves orales du second groupe :**  
Auger Kilyan  
Ba Mouhamed  
Fofana Cherif

**Métiers du commerce et de la vente : prospection clientèle et valorisation offre commerciale**

Admis :  
Chauvet Anthony (AB)  
Dahmani Marwane (AB)  
Fontan Alexis  
Hognon Chevalier Kayson

**Maintenance des matériels opt mat. agricoles**

Admis :  
Besnier Mathis (AB)  
Rousseau Bastien

**Maintenance et efficacité énergétique**

Admis :  
Motaïs Yanis

**Maintenance des systèmes de production connectés**

Admis :  
Broquet Hélias

**Admissibles convoqués aux épreuves orales du second groupe :**  
Chirmay Araya Simon

**Maintenance des véhicules - voitures parti.**

Admis :  
Picot Jocelyn (AB)

**Maintenance des véhicules - véhic. transport routier**

Admis :  
Clémenceau Gabin  
Molin Thomas (AB)  
Monteiro Martin

**Procédés de la chimie, de l'eau et des papiers - cartons**

Admis :  
Barbe Téo

**Systèmes numériques opt B: audiovisuels, réseau et équipement domestiques**

Admis :  
Maudet Tom (B)

**Technicien en chaudronnerie industrielle**

Admis :  
Marie Titoune

**Technicien en réalisation de produits mécaniques, opt. réalisation et suivi de production**

Admis :  
Lorain Édouard (AB)

**Statut juridique du chef d'entreprise**  
**Quelques aspects du statut juridique du couple entrepreneur-entreprise**

La réflexion sur le statut juridique du couple entrepreneur-entreprise est souvent occultée par la recherche d'un statut fiscal ou social le plus favorable possible au chef d'entreprise.

Pourtant les enjeux sont considérables et l'absence de réflexion en ce domaine est à l'origine de défaillances ou de disparitions d'entreprise.

Il faut dépasser le débat sur le choix d'une structure juridique pour l'entreprise, destinée à assurer une protection de l'entrepreneur contre les risques d'exploitation.

Le choix d'une structure juridique pour l'entreprise doit aussi éviter que l'exploitation ne soit menacée par les aléas de la vie privée de l'entrepreneur. Cette précaution doit s'accompagner du choix pour le chef d'entreprise d'un statut personnel approprié.



Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur :  
**centraledesmarchés.com**

Pour faire paraître une annonce légale :  
**Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute)  
e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonces sont informées que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Marchés publics

Procédure adaptée



Travaux de cloisons sèches, carrelage  
Années 2026/2029

### PROCÉDURE ADAPTÉE

**01 - Pouvoir adjudicateur** : Sèvre Loire habitat, Office Public de l'Habitat du Choletais, 34, rue de Saint-Christophe, CS 32144, 49321 Cholet cedex, tél. 02 41 75 25 25, [www.slh-habitat.fr](http://www.slh-habitat.fr)  
**02 - Objet du marché** : accord-cadre pour les travaux de cloisons sèches, carrelage, Patrimoine de SLH, années 2026/2029.  
**Montant maximum annuel de commandes** : 200 000 euros HT.  
**03 - Procédure de passation** : procédure adaptée, en application de l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.  
**04 - Type de marché** : accord-cadre avec émission de bons de commande.  
**05 - Modalités de retrait du dossier et de dépôt des offres** :  
**Le pouvoir adjudicateur met à disposition gratuitement le dossier de consultation uniquement par voie électronique à l'adresse suivante** : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)  
**La transmission des candidatures et des offres des entreprises est réalisée obligatoirement par voie électronique sur le profil acheteur** : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com) au plus tard : le vendredi 24 octobre 2025 à 16 h 00.  
**6 - Durée du marché** : le marché est conclu pour une période allant du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026.  
Il est renouvelable trois fois par période d'un an.  
**07 - Modalités de financement et de paiement** :  
**Financement** : ressources propres de SLH.  
**Paiement** : délai de paiement 30 jours maximum, prix unitaires révisibles annuellement.  
**Mode de paiement** : virement bancaire.  
**08 - Critères de sélection des candidatures** : Garanties et capacités techniques et financières. Références professionnelles (groupes immobiliers entretenus). Attestation de qualification sous-section 4 concernant l'amiante.  
**09 - Critères d'attribution** :  
L'offre économiquement la plus avantageuse, sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous et pondérés de la manière suivante :  
- prix des Prestations : 60 %,  
- valeur technique : 40 %.  
**10 - Délai de validité des offres** : 4 mois.  
**11 - Instance chargée des procédures de recours** : tribunal administratif de Nantes, 6, allée Ile-Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex.  
**12 - Renseignements** :  
**Renseignements administratifs** : M. David Cogendau, Direction financière et marchés publics SLH, tél. 02 41 75 25 33. Courriel : [marches@slh-habitat.fr](mailto:marches@slh-habitat.fr)  
**Renseignements techniques** : M. Agostinho Borges, Direction habitat et proximité, tél. 02 44 09 70 44. Courriel : [agostinho.borges@slh-habitat.fr](mailto:agostinho.borges@slh-habitat.fr)  
Les candidats pourront transmettre leur demande de renseignements complémentaires par l'intermédiaire du profil acheteur.  
**13 - Date d'envoi à la publication chargée de l'insertion** : 25 septembre 2025.

#### Vie pratique

### Le salarié a le droit de critiquer

Tout salarié, même s'il est cadre, a le droit d'exprimer devant ses collègues et même publiquement, dans l'entreprise et en dehors, son désaccord avec la direction, pourvu qu'il le fasse avec mesure.

Seuls les abus injurieux, diffamatoires ou excessifs, sont interdits, a rappelé la Cour de cassation dans plusieurs arrêts récents. Dans l'un d'eux, elle annule la sanction d'un cadre qui, lors d'une réunion de travail, devant l'ensemble de ses collègues, avait déclaré contester les choix de la direction et refuser d'accompagner celle-ci dans leur mise en œuvre.

L'expression d'un désaccord est une faute, disait son patron, car un cadre est censé fédérer les salariés et soutenir la politique de l'entreprise. Mais un tel désaccord peut être exprimé publiquement pourvu qu'il n'y ait pas d'abus dans l'expression, ont rectifié les juges.

Dans un autre arrêt, la Cour annule la sanction d'un salarié qui s'était exprimé lors d'une réunion pourtant consacrée à l'expression directe et collective des salariés.

L'intéressé critiquait les méthodes de son chef de service, l'organisation et sa surcharge de travail. C'est une faute, disait la direction, car il s'agit d'un désaveu public d'un supérieur qui a d'ailleurs été affecté moralement. C'est donc un acte d'insubordination, un dénigrement.

Mais dans le droit d'expression directe et collective, les opinions émises ne peuvent justifier une sanction, a rectifié la Cour.

Dans un troisième arrêt, la Cour juge encore injustifiée la condamnation du délégué syndical d'une association qui avait alerté l'autorité de tutelle sur les projets de sa direction. Un représentant du personnel représente le personnel auprès de la direction et non auprès du public, plaidait son patron qui voyait également une faute dans la dénonciation auprès d'une autorité titulaire d'un pouvoir de sanction.

Cette attitude ne justifie pas une sanction, a répondu la Cour, puisqu'il n'y a pas eu d'abus dans l'expression et que la mauvaise foi n'est pas démontrée.  
(Cass. Soc, 28.9.2022, H 20-21.499 et M 21-14.814 et 21.9.2022, P 21-13.045)

## Avis administratifs

Commune des GARENNES-SURLOIRE  
Commune déléguée de JUIGNÉ-SUR-LOIRE  
Concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement  
Concerté sur le secteur Chambretault des Garennes-sur-Loire

### AVIS

Dans le cadre de ses compétences en matière d'habitat, la commune des Garennes-sur-Loire envisage de procéder à la réalisation d'une opération d'aménagement mixte sur l'ensemble du secteur 1AU dénommé "Secteur Chambretault" situé au coeur du bourg de Juigné-sur-Loire, commune déléguée des Garennes-sur-Loire. Le périmètre de ce projet d'aménagement, d'une superficie d'environ 1,5 hectares, se trouve délimité comme suit :  
- à l'Ouest, le chemin de Niort, quelques habitations et l'espace commercial de Chambretault ;  
- au Nord, le chemin des Pimonts et quelques habitations ;  
- au Sud, la rue de Chambretault et quelques habitations ;  
- à l'Est, le passage des Frèches et quelques habitations.  
Le projet de l'ensemble du secteur 1AU situé au coeur du bourg de Juigné-sur-Loire a pour objet le développement d'une zone à vocation mixte, à usage principal d'habitat avec possibilité d'y inclure une offre de santé, ou des commerces/services.  
Par délibération en date du 9 septembre 2025, la commune des Garennes-sur-Loire a décidé d'ouvrir la phase de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme.

Au titre des modalités préables, il est prévu :  
- la tenue d'une balade urbaine, qui se tiendra le mercredi 15 octobre 2025 à partir de 18 h 00 dont le point de rendez-vous est fixé sur le parking du Centre Commercial de Chambretault (7, route de Gagnebert, 49610 Les Garennes-sur-Loire). Les inscriptions à cette balade urbaine sont à adresser à l'adresse suivante : [mairie@les-garennes-sur-loire.fr](mailto:mairie@les-garennes-sur-loire.fr) ;  
- la tenue d'une réunion publique dont la date et le lieu seront communiqués ultérieurement par voie de presse ;  
- la tenue d'une permanence dont la date et le lieu seront communiqués ultérieurement par voie de presse ;  
- la tenue d'un ou plusieurs ateliers dont les dates et lieux seront communiqués ultérieurement par voie de presse.

Cette balade urbaine, réunion publique, permanence et ces ateliers sont destinés à permettre aux habitants, aux représentants des associations locales et à toutes les personnes concernées, de rencontrer les techniciens chargés de l'élaboration du projet et de pouvoir faire part de leurs observations.

Un dossier qui sera complété au fur et à mesure des études, accompagné d'un registre destiné à recevoir les observations du public, est mis à disposition à la mairie déléguée de Juigné-sur-Loire, 15, Grand'ruie, 49610 Les Garennes-sur-Loire, jusqu'à la clôture de la concertation.

Le préfet d'ILLE-ET-VILAINE, le préfet du MORBIHAN, le préfet des CÔTES-D'ARMOR, le préfet de la LOIRE-ATLANTIQUE, la préfète de la MAYENNE, le préfet de MAINE-ET-LOIRE  
Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

### AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15 octobre 2025 au vendredi 14 novembre 2025.

Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire. L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public.

Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites internet suivants :

- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGEdu-Bassin-de-la-Vilaine>
- sur le site internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>
- sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>

Il est également consultable sur le site internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine, BP 11, 56130 La Roche-Bernard ou par mail à l'adresse suivante : [sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh)

Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>

Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante :

[pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.

Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.

Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.

Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :

- sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>
- par voie électronique à l'adresse suivante :

[pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : « participation du public - SAGE Vilaine ».

Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.

Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.

Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation.

La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.

Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

## A NOS ANNONCEURS

Nous remercions nos annonceurs de bien vouloir répondre, même par la négative, aux lettres qui leur parviennent de nos lecteurs, surtout si celles-ci comportent un timbre pour la réponse



Société « Ouest-France »  
S.A. à Directeur et Conseil de Surveillance  
au capital de 300 000 €

**Siège social** : 10 rue du Breil - 35000 Rennes  
Tél. 02 99 32 60 00  
[www.ouest-france.fr](http://www.ouest-france.fr)

**Adresse postale** : 10 rue du Breil  
35051 Rennes cedex 9

**Rédaction de Paris** :  
91 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00

**Fondateur** : M. Paul Hutin Desgrées.  
**Cofondateur** : M. François Desgrées du Loû.  
**Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste** : M. François Régis Hutin.

**Directeur de la publication** :  
M. François-Xavier Lefranc.

**Rédacteurs en chef** :  
M. Philippe Boissonnat,  
Mme Laetitia Greffié,  
M. Sébastien Grosmaître.

#### Membres du Directoire :

MM. François-Xavier Lefranc, Président,  
Fabrice Bazard, Directeur Général,  
Mme Maud Lévrier, M. Olivier Porte.

#### Membres du Conseil de Surveillance :

MM. David Guiraud, Président,  
Mmes Christine Blanc-Patin, Vice-Présidente  
Valérie Cottureau, Elsa Da Costa,  
Annabel Desgrées du Loû,  
Laurence Méhaignerie,  
MM. Pierre Charpentier, Denis Boissard,  
Thierry Maillard.

SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou,  
Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.

#### Principale associée : SIPA

(Société d'investissements et de participations).  
SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de  
MM. David Guiraud, Président; Bertrand Badré,  
Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin,  
Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou,  
Gabriel Petitpont, Mmes Christine Blanc Patin,  
Annabel Desgrées du Loû,  
Laurence Méhaignerie, Dominique Quinio,  
Marie-Trinité Touffet.

#### Abonnement

Retrouvez nos offres sur [abo.ouest-france.fr](http://abo.ouest-france.fr)

Tarif 1 an : 462 €

#### Une question sur votre abonnement ?

Nos conseillers sont à votre écoute du lundi au vendredi de 8h à 18h  
au 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé).  
Vous pouvez aussi gérer votre abonnement sur [moncompte.ouest-france.fr](http://moncompte.ouest-france.fr)

**Publicité extralocale** : 366 SAS  
Tél. 01 80 48 93 66. [www.366.fr](http://www.366.fr)

**Publicité locale** :

Additi média  
Tél. 02 19 29 04 27. [additi-media.fr](http://additi-media.fr)

Commission paritaire n° 0630 C 86666  
N° ISSN : 0999-2138.

**Impression** : Ouest-France, 10 rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9.  
Parc d'activité de Tournebride, 44118 La Chevrolière.

Imprimé sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni.  
Taux moyen de fibres recyclées : 90,42 %.  
Eutrophisation : 0,010 kg/tonne.



Tirage du  
mardi 30 septembre 2025 :  
434 287

Certifié PEFC - PEFC/10-31-3502

#### Commune de DENÉE

Révision du Plan local d'urbanisme (PLU) ainsi que l'élaboration  
du Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP),  
les trois Périmètres délimités des abords (PDA)  
et la mise à jour du schéma communal d'assainissement

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n° 2025-60 du 15 septembre 2025 Mme le Maire de Denée, Priscille Guillet, a prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur la commune de Denée du 15 octobre 2025 au 14 novembre 2025 inclus. D'une durée de 30 jours consécutifs, cette enquête portera sur les objets mentionnés ci-après.  
Le président du tribunal administratif de Nantes a désigné une commission d'enquête par décision du 27 mai 2025 :

M. Jean-François Dumont, officier supérieur de l'armée de Terre en retraite, en qualité de commissaire enquêteur ;  
Le dossier soumis à l'enquête publique comprend notamment :

- le dossier de Plan local d'urbanisme,
- le dossier de Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine,
- les dossiers des trois Périmètres délimités des abords (château de Mantelon, église et presbytère, domaine de la Noue)
- le dossier de zonage d'assainissement collectif.

Les pièces du dossier - sur support papier et numérique -, ainsi qu'un registre d'enquête publique seront déposés à la mairie de Denée, 3, rue du Huit-Mai, pendant toute la durée de l'enquête, afin que chacun puisse en prendre connaissance et obtenir les informations nécessaires, du lundi au mercredi de 9 h 00 à 12 h 00 ainsi que le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00 et consigner éventuellement ses observations.

Toute correspondance relative à l'enquête publique pourra être adressée à M. le Commissaire enquêteur :

- à l'adresse de la mairie de Denée (3 rue du Huit mai), siège de la présente enquête
- à l'adresse électronique suivante : [enquete.publique@mairie-denee.fr](mailto:enquete.publique@mairie-denee.fr)

M. Commissaire enquêteur se tiendra à disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences suivantes :

- mercredi 15 octobre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00,
- vendredi 31 octobre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00,
- vendredi 14 novembre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00.

Toute personne souhaitant rencontrer le commissaire enquêteur peut se rendre à l'une des permanences citées ci-dessus.

Une copie des observations et propositions du public transmises par voie postale et par voie électronique sera annexée au registre de la mairie de Denée, siège administratif de l'enquête publique, et ce dans les meilleurs délais.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public à la mairie de Denée ainsi que sur le site internet de la mairie pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Conseil Municipal est l'autorité compétente pour les quatre projets visés ci-dessus. S'il n'est pas donné suite aux projets, le conseil municipal en informera le public par indication sur son site internet. Toute information relative aux dossiers peut être demandée à Mme Priscille Guillet, maire de la commune de Denée.

Le Maire, Priscille GUILLET.

#### Immobilier

### En viager, l'annulation de la vente

### peut coûter cher au vendeur

Le vendeur en viager qui ne reçoit plus la rente de l'acquéreur s'expose, s'il demande la résolution de la vente, à devoir lui restituer le bouquet qu'il a reçu à l'origine.

C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation alors que le bouquet avait été versé trente ans plus tôt, lors de la signature de l'acte notarié.

Cet acte de vente prévoyait qu'en cas de non-paiement des rentes, il pouvait y avoir « résolution de la vente », c'est-à-dire annulation, et que les rentes versées resteraient acquises au vendeur.

L'acquéreur devait en plus s'acquitter des échéances impayées et des indemnités d'occupation.

Mais en jugeant ainsi, la cour d'appel a oublié le « bouquet », c'est-à-dire la première somme versée au jour de la signature de l'acte, qui représenterait près de la moitié du prix de l'immeuble, a pointé la Cour de cassation.

L'acquéreur devait donc rendre la maison et le vendeur devait restituer le prix reçu.

(Cass. Civ 3 14.9.2023 N 22-13.209).

#### Entreprise en difficulté

### Malgré la procédure de faillite, un dirigeant peut devoir payer

L'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation de l'entreprise ne met pas forcément son dirigeant à l'abri de toute poursuite d'un créancier.

Selon cette affirmation, la Cour de cassation a permis à l'administration des douanes de réclamer à un entrepreneur le paiement personnel de dettes à caractère fiscal de sa société en liquidation.

Le jugement d'ouverture d'une procédure collective, sauvegarde, redressement ou liquidation, interrompt et interdit toute action en justice engagée individuellement par un créancier, soutenait ce petit patron.

Il contestait donc l'avis de mise en recouvrement de l'administration qui lui était délivré à la suite d'un contrôle, alors que la procédure de liquidation était ouverte.

Il s'agit, expliquait-il, d'une tentative de contournement de l'interdiction particulièrement visible puisque cette mise en recouvrement avait déjà été adressée à l'entreprise avant sa mise en liquidation.

Cependant, a rectifié la Cour de cassation, cette suspension ou interdiction des poursuites individuelles ne bénéficie qu'au seul débiteur qui était la société, et non à son dirigeant, qui est un tiers dans la procédure de liquidation, pour ses fautes personnelles qui ont consisté à ne pas respecter ses obligations fiscales.

L'administration réclamait en l'espèce plusieurs centaines de milliers d'euros.

(Cass. Com 29.3.2023 R 21-21.005).

#### Justice

### L'opinion syndicale du juge prud'homal ne révèle pas une partialité

Il n'est pas possible de mettre en doute l'impartialité d'un juge prud'homal, même s'il appartient ouvertement au même syndicat que la partie adverse.

La Cour de cassation a conclu ainsi alors qu'un chef d'entreprise refusait de plaider aux prud'hommes devant un juge qui avait été élu sur une liste présentée par le syndicat qui soutenait son salarié, adversaire au procès.

Le salarié et le juge appartenant au même syndicat, il est légitime, disait-il, de mettre en doute l'impartialité du juge, d'autant qu'il a déjà jugé en faveur de ce syndicat dans des procédures précédentes.

Mais pour la justice, ces deux circonstances ne sont pas de nature à faire douter de l'impartialité.

La seule affiliation syndicale n'est pas de nature à créer une suspicion raisonnable et objective à l'égard du juge. Ce serait remettre en cause le principe même de l'organisation des conseils de prud'hommes dont les membres sont élus sur des listes présentées par des syndicats.

De plus, explique la Cour de cassation, l'impartialité résulte de la composition des conseils de prud'hommes puisqu'ils contiennent un nombre égal de juges élus par des salariés et des employeurs. Et enfin, l'impartialité est garantie par l'organisation judiciaire qui réserve la possibilité de faire appel et de former ensuite un pourvoi en cassation.

La loi, dans le Code du travail, indique qu'un conseiller prud'homal peut être récusé, notamment lorsqu'il a « un intérêt personnel » dans l'affaire.  
(Cas. Soc, 22.3.2023, C 21-19.176).

## Vie des sociétés



Rue de Québec  
49300 CHOLET

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP signé électroniquement le 25 septembre 2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : société civile immobilière.

Dénomination sociale : Brezaa.

Siège social : 4, rue d'Amsterdam, 49280 La Séguinière.

Objet social : l'acquisition de terrains et/ou d'immeubles, l'exploitation par bail, location ou autrement desdits immeubles et de tous autres immeubles bâtis ou non dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, l'acquisition, la détention et la jouissance de tous biens mobiliers destinés à garnir ces immeubles, la prise à bail, la location active et passive, la sous-location de tous immeubles et droits immobiliers ainsi que la construction et l'aménagement de tous immeubles sur ces terrains ; l'emprunt de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet ci-dessus, avec ou sans garantie hypothécaire, exceptionnellement l'allénation de ou des immeubles devenus inutiles à la société, au moyen de vente, échange ou apport en société, l'acquisition, la détention de tous titres de sociétés, valeurs mobilières et plus généralement tous instruments et placements financiers, et d'une façon générale, toutes opérations mobilières, immobilières ou financières susceptibles de faciliter la réalisation des objets ci-dessus définis à l'exclusion de toutes opérations susceptibles de faire perdre à la société, son caractère civil, éventuellement et exceptionnellement l'allénation de ou des immeubles devenus inutiles à la société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.  
Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : M. Nicolas Brethomé, demeurant 4, rue d'Amsterdam, 49280 La Séguinière.

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Angers.

Pour avis





## Annonce légale Mayenne

**TYPE D'ANNONCE :**

Autres- Avis au public

**NOM DU SUPPORT :**

lecourrierdelamayenne.fr

**DATE DE PARUTION :**

30 Septembre 2025

**SOCIÉTÉ :**

Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

### AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

**Le préfet d'Ille-et-Vilaine, Le préfet du Morbihan, Le préfet des Côtes-d'Armor, Le  
préfet de la Loire Atlantique, La préfète de la Mayenne, Le préfet de Maine-et-Loire  
Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial**

---

**Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

---

**AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

---



Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15 octobre 2025 au vendredi 14 novembre 2025.

Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public. Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites internet suivants :

- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGEdu-Bassin-de-la-Vilaine>
- sur le site internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>
- sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>
- sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>

Il est également consultable sur le site internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine BP 11 56130 La Roche-Bernard ou par mail à l'adresse suivante : [sage.vilaine@eaux-etvilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-etvilaine.bzh)

Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>

Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante : [pref-enquetespubliques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetespubliques@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous. Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.

Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.

Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :

- sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>
- par voie électronique à l'adresse suivante : [prefenquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:prefenquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : « Participation du public- SAGE Vilaine ».

Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé. Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération. Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public.

Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation. La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la

décision et pendant une durée minimale de trois mois.

Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire

## DERNIÈRES ACTUALITÉS

### Auto-entrepreneurs : hausse progressive des cotisations sociales se poursuit pour renforcer les droits à la retraite complémentaire et à la protection sociale

Depuis le 1er juillet 2024, un décret prévoit une hausse progressive du taux de cotisations sociales des auto-entrepreneurs déclarant en BNC ou affiliés à la Cipav. Cette réforme vise à améliorer leur couverture sociale, en particulier pour la retraite complémentaire. Les taux évolueront par paliers jusqu'en 2026 pour les affiliés au régime général et ont déjà augmenté pour les professionnels releva...

---

26/06/2025

### 1er mai : ce que les entreprises doivent savoir sur les obligations légales et la rémunération des salariés

Le 1er mai est une journée à part dans le droit du travail français. Obligatoirement chômée et rémunérée, elle impose aux entreprises des règles spécifiques. À quelques jours de cette date symbolique, retour sur les dispositions à connaître pour être en conformité.

---

24/04/2025

### Cotisations patronales : ce qui change pour la réduction générale à partir du 1er mai 2025

La réduction générale des cotisations patronales évolue au 1er mai 2025. Nouveau paramètre T, mise à jour des taux de cotisations chômage et accidents du travail : les entreprises doivent adapter leurs calculs. Voici ce qu'il faut retenir pour bien appliquer la réforme sur les périodes d'emploi concernées et optimiser la gestion de votre masse salariale.

---

23/04/2025

## DERNIÈRES ANNONCES

30/09/2025

---

**Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**



## AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE / 53- Mayenne

29/09/2025

### BEST MONTPELLIER 4019

Mouvement d'associés / 53- Mayenne

29/09/2025

### ACTUAL PUTEAUX 3215

Dénomination sociale / 53- Mayenne

25/09/2025

### BEST DRAGUIGNAN 4010

Mouvement d'associés / 53- Mayenne

25/09/2025

### SCI PELLIER

Clôture de liquidation / 53- Mayenne



Nous envoyer un email

NOTRE PLATEFORME

Qui sommes nous ?

Conditions générales de vente

Plan du site

[Gestion des cookies](#)

## **ACCÈS RAPIDE**

[Publier une annonce](#)

[Consulter les annonces légales](#)

[Tarifs de publication](#)

[Actualités & dossiers](#)

## **TÉLÉPHONE**

08 05 29 36 36

## **ADRESSE**

108 rue Victor boissel

53000 LAVAL



© Copyright 2025 La News Company - legalesflex. Tous droits réservés.







## Concession, DSP

### Commune de Saint-Gildas-de-Rhuys

#### Gestion et exploitation du camping municipal du Kerver DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

La commune de Saint-Gildas-de-Rhuys (Morbihan), rue Saint-Goustan, 56730. SIRET : 215 602 145 00017  
Recherche un opérateur pour la gestion et l'exploitation du camping «Le Kerver». **Description du camping** : situation en bord de mer, accès direct à la plage, classement 2 étoiles, 120 emplacements nus, 7 localités (tentes démontées après la saison), 1 bâtiment d'accueil comprenant le logement des régisseurs, 2 blocs sanitaires, aire de camping-cars attente (40 places), superficie totale d'environ 2 ha. Adresse : chemin du Kerver.  
Période d'ouverture : du 1er mai au 30 septembre.  
**Mode de gestion** : délégation de service public (régie intéressée) d'une durée de 23 mois à compter du 1er janvier 2026 au plus tôt. Rémunération calculée sur le montant net des droits d'entrée (21 %), diminués de la facturation correspondant à la consommation d'eau des installations du camping (hors aire de camping-cars). Chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 300 000 euros HT.  
**Dossier à retirer** à l'adresse https://demat.centraledesmarches.com/  
**Les candidatures et les offres devront y être déposées** pour le vendredi 7 novembre 2025 à 12 h 00.

## Avis d’attribution marchés publics et privés

### SIAEP de la Région de Questembert

#### Réseaux AEP et EU du lotissement "Rinsquivy" sur la commune de Le Guerno

#### AVIS D’ATTRIBUTION

**Nom et adresse officiels de l’organisme acheteur** : SIAEP de la Région de Questembert, 16, avenue de la Gare, 56230 Questembert, tél. 02 97 26 04 28.  
Courriel : contact@siaep-questembert.fr  
Correspondant : M. Raymond Houeix.  
**Objet du marché** : réseaux AEP et EU du lotissement "Rinsquivy" sur la commune de Le Guerno.  
**Type de marché** : travaux.  
**Site ou lieu d'exécution principal** : commune de Le Guerno.  
**Attribution** : le marché a été attribué à l'entreprise TPC Ouest (Saint-Avé/56) pour un montant de 22 356 euros HT.  
**Date d'envoi du présent avis** : jeudi 25 septembre 2025.

## Avis administratifs

#### Commune de GRAND-CHAMP Révision du Plan local d'urbanisme et du zonage d'assainissement des eaux usées

#### AVIS DE MISE À ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE N° 1

Le public est informé qu'en exécution de l'arrêté municipal n° 170-2025 du 24 septembre 2025, Mme le Maire de Grand-Champ a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique sur le projet de révision du Plan local d'urbanisme et du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.

Cette enquête publique se déroulera du jeudi 16 octobre 2025 à 9 h 00 et jusqu'au mardi 18 novembre 2025 à 17 h 30, pour une durée de 34 jours consécutifs. Le siège de l'enquête est situé à la mairie de Grand-Champ, 2 rue de la Résistance. Par décision du 13 août 2025, le tribunal administratif de Rennes a désigné M. Bernard Boulic, responsable de bureau d'études construction, à la retraite, commissaire enquêteur. Par une décision modificative du 24 septembre 2025, le tribunal administratif de Rennes a modifié l'objet de l'enquête.

Les pièces du dossier unique, ainsi qu'un registre d'enquête papier seront déposés à la mairie de Grand-Champ, 2, rue de la Résistance, et mis à disposition du public pendant toute cette période.

Le dossier d'enquête sera composé d'une part, du projet de Plan local d'urbanisme (rapport de présentation, projet d'aménagement et de développement durable, règlements écrits et graphiques, annexes). Il comprendra également le rapport de présentation avec l'évaluation environnementale du projet de Plan local d'urbanisme, de l'avis émis par la CDPENAF, des avis émis par les personnes publiques associées et consultées et de l'avis de l'Autorité environnementale. Il sera composé d'autre part, du dossier de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête unique, au format papier, en mairie, 2, rue de la Résistance, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, soit : les lundi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30 ; le mardi de 8 h 30 à 12 h 00 ; le mercredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 19 h 00.

Le dossier dématérialisé de l'enquête sera également disponible sur le site internet : https://www.registre-dematerialise.fr/6650/ ainsi que depuis un poste informatique en mairie.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra transmettre ses observations et propositions :

- soit lors des permanences de M. le Commissaire enquêteur aux jours et heures de permanences mentionnés ci-dessous,  
- soit en les consignait sur le registre d'enquête coté, paraphé et déposé à cet effet en mairie de Grand-Champ, 2, rue de la Résistance, aux jours et heures habituels d'ouverture,

- soit en les adressant par voie postale au siège de l'enquête : mairie, 2, rue de la Résistance, 56390 Grand-Champ, à l'attention de M. le Commissaire enquêteur, projet de révision du PLU et du zonage d'assainissement des eaux usées de Grand-Champ,  
- soit en les adressant par voie électronique à l'adresse suivante :  
enquete-publique-6650@registre-dematerialise.fr

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Grand-Champ, pour recueillir les observations et propositions des intéressés :

- le jeudi 16 octobre 2025, de 9 h 00 à 12 h 00 (ouverture),  
- le mercredi 22 octobre 2025, de 15 h 00 à 19 h 00,  
- le mardi 28 octobre 2025, de 9 h 00 à 12 h 00,  
- le vendredi 7 novembre 2025, de 9 h 00 à 12 h 00,  
- le mercredi 12 novembre 2025 de 9 h 00 à 12 h 00,  
- le mardi 18 novembre 2025 de 14 h 00 à 17 h 30 (clôture).

À l'expiration du délai de 34 jours, soit le mardi 18 novembre 2025, à 17 h 30, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Dans les 8 jours après clôture de l'enquête, il dressera un procès-verbal de synthèse des observations et propositions du public qu'il remettra à Mme le Maire. Elle disposera d'un délai de 15 jours pour répondre et produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira ensuite un rapport relatant le déroulement de l'enquête publique et consignera dans un document séparé ses conclusions motivées, précisant si elles sont favorables ou non. Le commissaire enquêteur transmettra à Mme le maire de Grand-Champ, et à M. le Président de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération, le dossier de l'enquête publique avec le rapport et les conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, à compter de la date de clôture d'enquête, en mairie, 2, rue de la Résistance, aux jours et heures habituels d'ouverture, sur le site dématérialisé à l'adresse suivante : https://www.registre-dematerialise.fr/6650/ et sur le site internet de la commune www.grandchamp.fr

Au terme de l'enquête publique, le projet de révision du PLU et du zonage d'assainissement des eaux usées, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations et propositions du public, et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à délibération du conseil municipal de Grand-Champ en ce qui concerne le PLU, et à délibération de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération en ce qui concerne le zonage d'assainissement des eaux usées.

L'autorité responsable du projet de révision du PLU est Mme Dominique Le Meur, maire de Grand-Champ.

L'autorité responsable du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées est M. David Robo, président de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération. Les demandes de renseignements pourront se faire auprès du service urbanisme réglementaire de la commune, en mairie (2, rue de la Résistance) ou par téléphone au 02 97 66 45 43.

Le Maire  
Dominique LE MEUR.

### Santé

## Pas de responsable en cas de mort subite du nourrisson

La personne qui garde un enfant en bas âge n'est pas responsable en cas de mort subite du nourrisson, a indiqué la Cour de cassation.

La responsabilité de l'assistante maternelle se limite à une obligation de moyens sur les questions de santé.

Les juges ont rejeté les plaintes des parents dont l'enfant avait été retrouvé en état de mort subite, confirmant qu'il n'y avait pas de défaillance sur le plan de la sécurité.

L'enfant étant mort d'une asphyxie aiguë, il s'agissait d'un problème de santé pour lequel l'assistante maternelle n'a qu'une obligation de moyens. Il n'y a aucune faute imputable. (Cass. Civ 1, 14.11.2024, A 23-19.021)

Le préfet d'ILLE-ET-VILAINE, le préfet du MORBIHAN, le préfet des CÔTES-D'ARMOR, le préfet de la LOIRE-ATLANTIQUE, la préfète de la MAYENNE, le préfet de MAINE-ET-LOIRE  
Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

#### AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15 octobre 2025 au vendredi 14 novembre 2025.

Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites internet des services de l'État d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public.

Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites internet suivants :

- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : https://www.illevilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGEDu-Bassin-de-la-Vilaine

- sur le site internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : https://www.morbihan.gouv.fr/

- sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : https://www.cotes-darmor.gouv.fr/

- sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : https://www.loire-atlantique.gouv.fr/

- sur le site internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : https://www.mayenne.gouv.fr/

- sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : https://www.maine-et-loire.gouv.fr/

Il est également consultable sur le site internet du registre dématérialisé : https://sage.lavilaine.com/

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine, BP 11, 56130 La Roche-Bernard ou par mail à l'adresse suivante : sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh

Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : https://www.sage-vilaine-revision.com/

Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique à l'adresse électronique suivante : pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.

Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.

Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.

Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :

- sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : https://sage.lavilaine.com/

- par voie électronique à l'adresse suivante : pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr en précisant l'objet du courriel : «participation du public - SAGE Vilaine».

Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.

Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.

Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation.

La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.

Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimées, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

## Vie des sociétés

#### CLEAN OCEAN HUB

Forme : société par actions simplifiées (SAS)

Siège social : Centre d'affaires Lorient Mer La Base 1, rue Honore-d'Estienne-d'Orves

56100 LORIENT

918 431 909 RCS Lorient

#### CAPITAL SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire, en date du 22 septembre 2025, les actionnaires ont décidé de modifier le capital social en le portant de 10 000 euros à 15 000 euros.

Mention sera portée au RCS Lorient.

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

0

1

2

3

4



ANNONCES OFFICIELLES - MORBIHAN

Immobilier

VENTE RÉGION BREST



**VANNES**, maison d'habitation en pierre située intra muros, mitoyenne d'un côté. Rez-de-chaussée : entrée, 2 pièces, cellier avec accès jardinet clos de murs, chauffage gaz. 1er étage : salle à manger avec cheminée, cuisine, SDB, 1 chambre, wc avec lave-mains, SDE. 2ème étage : 4 chambres + bureau traversant avec puits de lumière. Au dernier étage : grenier mansardé avec vasistas. Courrette. Prévoir travaux. Classe énergie : E. Classe climat : E. Prix 624.900 € charges acquéreur dont 600.000 € net vendeur dont 24.900 € Honoraires de négociation (soit 4, 15 %TTC du prix net vendeur). SCP Bouteiller, 24, rue des Chanoines, 56004 Vannes, tél.02.97.47.30.75

1951555



**ARZON**, dans un environnement calme et verdoyant, à 150 m de la plage, cette belle maison régionale d'une surface d'environ 125 m² présente de nombreux avantages : une vaste pièce de vie donnant sur une terrasse et jardin paysager sans vis-à-vis, une chambre et SDE au rez-de-chaussée, la cuisine aménagée est ouverte sur le séjour pour plus de convivialité, 3 chambres sont présentes à l'étage ainsi qu'une SDE. Carport fermé pour garer un véhicule ancien. Garage divisé en buanderie et cellier. La maison est équipée d'une pompe à chaleur air/eau environnement de qualité. Classe énergie : C. Classe climat : A. Prix 666.500 € charges acquéreur dont 640.000 € net vendeur dont 26.500 € honoraires de négociation (soit 4, 14 %TTC du prix net vendeur). SCP Bouteiller, 24, rue des Chanoines, 56004 Vannes, tél.02.97.47.30.75

1951557

VENTE AUTRES RÉGIONS



Vends **Fonds de commerce Crêperie**, 100 m² en Corse. Capacité 40 couverts et 16 en terrasse. Clef en main. 90 000 € négociables. Me contacter au 06 46 00 95 58

1949853

Le Télégramme

Votre

PETITE ANNONCE

par téléphone

au :

0 800 879 925

APPEL GRATUIT DEPUIS UN FIXE

Du lundi au vendredi

de 9 h à 12 h 30

Règlement par carte bancaire

REGIONS

AnnoncesLégales

Créez et publiez vos annonces légales

✓ Quelle que soit la formalité

✓ Quel que soit le département

✓ Quel que soit le journal habilité

www.regions-annonceslegales.com

Contactez-nous 02 98 33 74 44

Annonces officielles

Sur **bretagne-marchespublics.com**, retrouvez les marchés publics et privés et les autres annonces sur **regions-annonceslegales.com**  
Contact tél. 02 98 33 74 44 - E-mail : **annonceslegales@viamedia-publicite.com**. Conformément à l'arrêté du 16 décembre 2024 (NOR : MICE2426148A), le tarif de référence des annonces judiciaires et légales pour l'année 2025 (article 1) est fixé à 0,187 € HT le caractère pour les départements du Finistère, des Côtes-d'Armor, du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine. Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale actulegales.fr conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012.

LEGALES ET JUDICIAIRES

Délégations de services

COMMUNE DE SAINT-GILDAS-DE-RHUYs

DÉLÉGATION DE SERVICE

Gestion et exploitation du camping municipal du Kerver

Commune de Saint-Gildas-de-Rhuys, rue Saint-Goustan, 56730 Saint-Gildas-de-Rhuys.  
SIRET 215 602 145 00017.  
La commune de Saint-Gildas-de-Rhuys recherche un opérateur pour la gestion et l'exploitation du camping Le Kerver.  
Description du camping : situation en bord de mer, accès direct à la plage, classement 2 étoiles, 120 emplacements nus, 7 locatifs (tentes démontées après la saison), un bâtiment d'accueil comprenant le logement des régisseurs, deux blocs sanitaires, aire de camping-cars attenante (40 places), superficie totale d'environ 2 ha.  
Adresse : chemin du Kerver.  
Période d'ouverture : du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre.  
Mode de gestion : délégation de service public (régie intéressée) d'une durée de 23 mois à compter du 01/01/2026 au plus tôt. Rémunération calculée sur le montant net des droits d'entrée (21 %), diminués de la facturation correspondant à la consommation d'eau des installations du camping (hors aire de camping-cars).  
Chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 300 000 € HT.  
Dossier à retirer à l'adresse <https://demat.centraledesmarches.com/>  
Les candidatures et les offres devront y être déposées pour vendredi 07/11/2025, à 12 h.

Enquêtes publiques

LE PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE, LE PRÉFET DU MORBIHAN  
LE PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR, LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE  
LA PRÉFÈTE DE LA MAYENNE, LE PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE  
Direction de la coordination interministérielle et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC  
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Le public est prévenu qu'en application de l'article L.212-9 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique, portant sur la révision du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine se déroulera du mercredi 15/10/2025 au vendredi 14/11/2025. Cet avis est affiché dans l'ensemble des 508 communes concernées et fait l'objet d'une publication sur les sites Internet des services de l'Etat d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.  
L'évaluation environnementale du dossier de révision du SAGE du bassin de la Vilaine et l'avis délibéré de l'autorité environnementale sont insérés au dossier mis à disposition du public.  
Pendant toute la durée de la participation, un dossier est mis à disposition du public sur les sites Internet suivants :  
- Sur le site Internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/PPVE-SAGE-du-Bassin-de-la-Vilaine>  
- Sur le site Internet de la préfecture du Morbihan à l'adresse suivante : <https://www.morbihan.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse suivante : <https://www.cotes-darmor.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet de la préfecture de la Loire-Atlantique à l'adresse suivante : <https://www.loire-atlantique.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet de la préfecture de la Mayenne à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/>  
- Sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire à l'adresse suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/>  
Il est également consultable sur le site Internet du registre dématérialisé : <https://sage.lavilaine.com/>  
Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées, par courrier postal à l'adresse suivante : Eaux & Vilaine, BP 11, 56130 La Roche-Bernard, ou par mail à l'adresse suivante : [sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:sage.vilaine@eaux-et-vilaine.bzh)  
Des informations peuvent également être recueillies sur le site de la révision du SAGE du bassin de la Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.sage-vilaine-revision.com/>  
Sur demande, ce dossier peut être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation auprès de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, bureau de l'environnement et de l'utilité publique, à l'adresse électronique suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.  
Le dossier papier sera mis à disposition du demandeur à la préfecture ou sous-préfecture concernée aux jours et heures qui lui sont indiqués au moment de sa demande.  
Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de sa demande.  
Le public peut formuler ses observations et propositions pendant toute la durée de la participation :  
- Sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://sage.lavilaine.com/>  
- Par voie électronique à l'adresse suivante : [pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@ille-et-vilaine.gouv.fr) en précisant l'objet du courriel : "Participation du public, SAGE Vilaine".  
Ces observations et propositions sont consultables pendant la durée de la participation à l'adresse du registre dématérialisé sécurisé.  
Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont formulées après le dernier jour de la participation ne sont pas prises en considération.  
Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la consultation.  
La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, sont mis à disposition sur les sites Internet susmentionnés au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.  
Au terme de cette participation du public par voie électronique, le projet de révision du schéma d'aménagement et de gestion du bassin de la Vilaine, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations exprimés, sera approuvé par les préfets d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, des Côtes-d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et de Maine-et-Loire.

t.horvat@viamedia-publicite.com 30/09/2025 06:33:53

Mardi 30 septembre 2025

COMMUNE DE GRAND-CHAMP

AVIS DE MISE À ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE N° 1

Révision du plan local d'urbanisme et du zonage d'assainissement des eaux usées

Le public est informé qu'en exécution de l'arrêté municipal n° 170-2025 du 24 septembre 2025, Mme le Maire de Grand-Champ a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique sur le projet de révision du plan local d'urbanisme et du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.  
Cette enquête publique se déroulera du jeudi 16/10/2025, à 9 h, et jusqu'au mardi 18/11/2025, à 17 h 30, pour une durée de 34 jours consécutifs. Le siège de l'enquête est situé à la mairie de Grand-Champ, 2 rue de la Résistance.  
Par décision du 13/08/2025, le tribunal administratif de Rennes a désigné M. Bernard Boulic, responsable de bureau d'études construction, à la retraite, commissaire enquêteur.  
Par une décision modificative du 24/09/2025, le tribunal administratif de Rennes a modifié l'objet de l'enquête.  
Les pièces du dossier unique, ainsi qu'un registre d'enquête papier seront déposés à la mairie de Grand-Champ, 2, rue de la Résistance, et mis à disposition du public pendant toute cette période.  
Le dossier d'enquête sera composé, d'une part, du projet de plan local d'urbanisme (rapport de présentation, projet d'aménagement et de développement durable, règlements écrits et graphiques, annexes). Il comprendra également le rapport de présentation avec l'évaluation environnementale du projet de plan local d'urbanisme, de l'avis émis par la CPDENAF, des avis émis par les personnes publiques associées et consultées et de l'avis de l'autorité environnementale. Il sera composé d'autre part, du dossier de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.  
Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête unique, au format papier, en mairie, 2, rue de la Résistance, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, soit : les lundi, jeudi et vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30 ; le mardi, de 8 h 30 à 12 h ; le mercredi, de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 19 h.  
Le dossier dématérialisé de l'enquête sera également disponible sur le site Internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/6650/>, ainsi que depuis un poste informatique en mairie.  
Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra transmettre ses observations et propositions :  
- Soit lors des permanences de M. le Commissaire enquêteur, aux jours et heures de permanences mentionnées ci-dessous.  
- Soit en les consignait sur le registre d'enquête, coté, paraphé et déposé à cet effet en mairie de Grand-Champ, 2, rue de la Résistance, aux jours et heures habituels d'ouverture.  
- Soit en les adressant par voie postale au siège de l'enquête : mairie, 2, rue de la Résistance, 56390 Grand-Champ à l'attention de M. le Commissaire enquêteur, Projet de révision du PLU et du zonage d'assainissement des eaux usées de Grand-Champ.  
- Soit en les adressant par voie électronique à l'adresse suivante : [enquete-publique-6650@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-6650@registre-dematerialise.fr)  
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Grand-Champ, pour recueillir les observations et propositions des intéressés : jeudi 16/10/2025, de 9 h à 12 h (ouverture) ; mercredi 22/10/2025, de 15 h à 19 h ; mardi 28/10/2025, de 9 h à 12 h ; vendredi 07/11/2025, de 9 h à 12 h ; mercredi 12/11/2025, de 9 h à 12 h ; mardi 18/11/2025, de 14 h à 17 h 30 (clôture).  
À l'expiration du délai de 34 jours, soit mardi 18/11/2025, à 17 h 30, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Dans les huit jours après clôture de l'enquête, il dressera un procès-verbal de synthèse des observations et propositions du public qu'il remettra à Mme le Maire. Elle disposera d'un délai de 15 jours pour répondre et produire ses observations éventuelles.  
Le commissaire enquêteur établira ensuite un rapport relatant le déroulement de l'enquête publique et consignera dans un document séparé ses conclusions motivées, précisant si elles sont favorables ou non.  
Le commissaire enquêteur transmettra à Mme le Maire de Grand-Champ et à M. le Président de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération, le dossier de l'enquête publique avec le rapport et les conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête.  
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, à compter de la date de clôture d'enquête, en mairie, 2, rue de la Résistance, aux jours et heures habituels d'ouverture, sur le site dématérialisé, à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6650/> et sur le site Internet de la commune, [www.grandchamp.fr](http://www.grandchamp.fr)  
Au terme de l'enquête publique, le projet de révision du PLU et du zonage d'assainissement des eaux usées, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations et propositions du public, et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à délibération du conseil municipal de Grand-Champ en ce qui concerne le PLU, et à délibération de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération en ce qui concerne le zonage d'assainissement des eaux usées.  
L'autorité responsable du projet de révision du PLU est Mme Dominique Le Meur, maire de Grand-Champ.  
L'autorité responsable du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées est M. David Robo, président de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération. Les demandes de renseignements pourront se faire auprès du service urbanisme réglementaire de la commune, en mairie (2, rue de la Résistance) ou par téléphone au 02 97 66 45 43.

Le maire, Dominique LE MEUR

Vie des sociétés - Avis de constitution

Centre Laroiseau, 1, rue Anita-Conti, 56000 VANNES  
Tél. 02 30 09 01 79

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP signé par voie électronique en date du 25/08/2025, il a été institué une société civile présentant les caractéristiques suivantes. Dénomination sociale : **SC TYPEIC**. Capital : 400 400 € correspondant à une part sociale de numéraire de 400 € et à un apport en nature de 400 000 € correspondant à 1 000 parts sociales de 400 € chacune, libérées en totalité. Siège social : 19, rue Jacques-Solomon, 56600 Lanester. Objet : la prise de participation directe ou indirecte dans toutes sociétés ou organismes quelconques créés ou à créer, quels que soient leur forme juridique et objet, par tous moyens, et notamment par voie de création, d'apport, de souscription, d'échange ou d'acquisition de titres ou droits sociaux, de valeurs mobilières, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; toutes prestations touchant à la gestion et l'organisation administrative, immobilière, financière et commerciale des entreprises ; la direction de groupe, la gestion, l'organisation, l'animation financière et commerciale de ses filiales ; toutes opérations et activités immobilières pour son propre compte ; la gestion et la disposition de tous portefeuilles de titres, apportés, ou acquis, et de tous placements financiers et immobiliers, de valeurs mobilières, et notamment les contrats de capitalisation ; l'emprunt de toutes sommes nécessaires et la constitution de toutes garanties, y compris hypothécaires, nécessaires à la réalisation de l'objet social ; la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités. Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS. Gérant : M. Pierre Le Tensorer, demeurant 19, rue Jacques-Solomon, 56600 Lanester. Cession de parts sociales : les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société y compris au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant qu'avec le consentement d'un ou plusieurs associés représentant les trois quarts du capital social. La société sera immatriculée au RCS de Lorient. La gérance.